

Analyse de la sécurité alimentaire d'urgence dans six provinces du Burundi les plus affectées par l'instabilité socio-politique

Novembre 2015



*Données collectées en
octobre-novembre 2015*

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence (EFSA - Emergency Food Security Assessment), novembre 2015

Données collectées en octobre-novembre 2013

© **Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM)**,
Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)
Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont sur www.wfp.org/food-security ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

PAM Burundi

Jacques ROY, Directeur du bureau, jacques.roy@wfp.org
Claude Kakule, Chargé de programme, claud.kakule@wfp.org
Jean Mahwane, unité VAM, jean.mahwane@wfp.org
Anne Michele Paridaens, unité VAM, annemichele.paridaens@wfp.org

PAM Bureau Régional OMN (Nairobi)

Sergio REGI, Analyste de la Sécurité Alimentaire – VAM unit, sergio.regi@wfp.org
Elliot Vhurumuku, Conseiller régional principal Analyse de la sécurité alimentaire, elliott.vhurumuku@wfp.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux et cartes	5
Liste des graphes	4
Executive Summary (English version)	5
I. INTRODUCTION ET CONTEXTE ACTUEL.....	9
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE	11
III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE.....	11
1. Plan de sondage et échantillonnage.....	12
2. Tirage des unités primaires et secondaires.....	12
3. Organisation de l'enquête	13
IV. LIMITES DE L'ETUDE	13
V. RESULTATS	14
1. Situation de l'insécurité alimentaire dans les six provinces	14
2. Tendances de l'insécurité alimentaire	15
<i>Qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ?</i>	19
3. Evolution de la consommation alimentaire	21
3.1. Score de Consommation alimentaire.....	21
3.2. Diversité alimentaire.....	22
3.2. Source d'alimentation	24
3.3. Nombre de repas par jour.....	24
4. Source de revenus	25
5. Migration et déplacement.....	26
6. Principaux Chocs	28
7. Stratégies d'adaptation.....	32
7.1. Stratégies d'adaptation alimentaires	32
7.2. Stratégies d'adaptation non-alimentaires.....	33
8. Dépenses.....	35
9. Analyse des marchés.....	37
9.1. Accès physique aux marchés	37
9.2. Prix	37
9.3. Disponibilité des denrées alimentaires de base sur le marché.....	39
10. Agriculture	40
11. Elevage	41
12. Tendances de la Malnutrition Aiguë Globale.....	41
12.1. Prévalence de la malnutrition aigüe	41
12.2. Diversité alimentaire et malnutrition	44
12.3. Corrélation entre les indicateurs 'ménages' et malnutrition des enfants	44
13. Eau et assainissement	44
14. Santé	45
Prophylaxie et malnutrition des enfants	45
VI. CONCLUSIONS	47
Prévisions du scénario de court-moyen terme	49
VII. RECOMMANDATIONS.....	50
VIII. Annexe 1 : Liste des collines échantillonnées.....	52
IX. Annexe 2. Carte de répartition des incidents depuis le début de la crise avril 2015	55

Liste des graphes

Graphe 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire	15
Graphe 2 : Tendances de l'insécurité alimentaire depuis février 2014, par province	16
Graphe 3 : Tendances de l'insécurité alimentaire par statut de résidence de ménage (valeurs indicatifs pour résidents avec déplacés, déplacés et retournés)	19
Graphe 4 : Insécurité alimentaire selon la source de revenu principale.....	20
Graphe 5 : Evolution du score de consommation alimentaire par province de Fév 2014 à Oct 2015	21
Graphe 6 : Evolution de la consommation alimentaire en fonction des zones de moyens d'existence	22
Graphe 7 : Evolution du score de diversité alimentaire	22
Graphe 8 : Fréquence moyenne de consommation des aliments au cours des 7 derniers jours – CFSVA (Février 2014) – EFSA (Octobre 2015).....	23
Graphe 9 : Source d'approvisionnement en aliment – octobre 2015 (EFSA)	24
Graphe 10 : Nombre de repas par jour par province (Octobre 2015/ Février 2014).....	24
Graphe 11 : Nombre de source de revenu des ménages.....	25
Graphe 12: Principales sources de revenus des ménages - Février 2014/Octobre 2015	25
Graphe 13 : Consommation alimentaire et source de revenu – octobre 2015	26
Graphe 14 : Répartition des ménages selon leur statut de résidence.....	26
Graphe 15: Origine des ménages retournés.....	27
Graphe 16: Raison du déplacement interne	27
Graphe 17: Pourcentage de ménages dont un membre a quitté le foyer au cours des 6 derniers mois	28
Graphe 18 : Principaux chocs subis par les ménages.....	29
Graphe 19 : Fréquence d'utilisation des stratégies d'adaptation (par province).....	32
Graphe 20: Evolution du CSI réduit entre février 2014 et octobre 2015 par région	32
Graphe 21 : Adoption des mécanismes de survie non-alimentaires par province.....	33
Graphe 22 : variation de la proportion de ménages utilisant des stratégies de survie sévères (crise/urgence) en Octobre 2015 par rapport à Février 2014, Novembre 2014 et Juin 2015.	34
Graphe 23 : Répartition des dépenses mensuelles moyennes par rubriques – Octobre 2015	35
Graphe 24: Répartition des ménages selon la part des dépenses alimentaires – octobre 2015	35
Graphe 25: Evolution de la part des dépenses alimentaires et des dépenses totales par hab.	36
Graphe 26 : Part des dépenses non alimentaires pour les provinces de Cibitoke, Kirundo, Makamba	36
Graphe 27 : Evolution du prix du haricot sur certains marchés (MINAGRIE)	38
Graphe 28 : Evolution du prix de la farine de manioc (MINAGRIE)	38
Graphe 29 : Evolution du prix du riz ordinaire (grain court) (MINAGRIE)	38
Graphe 30 : Estimation de l'évolution des importations alimentaires	40
Graphe 31 : Malnutrition aigüe enfants 6-59 mois (Périmètre Brachial) par région.....	41
Graphe 32 : Malnutrition aigüe sévère et globale enfants 6-59mois par classe d'âge.....	42
Graphe 33 : Tendances de la MAS et MAM (PB, enquête SMART/CFSVA février 2014 – EFSA octobre 2015)	43
Graphe 34 : Sources d'approvisionnement en eau potable.....	45
Graphe 35 : Type de latrine utilisées par les ménages.....	45
Graphe 36: Prophylaxie ou de traitement et malnutrition des enfants de moins de 5 ans.....	46

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taille de l'échantillon de ménages planifié et taux de couverture	12
Tableau 2 : Console CARI complétée.....	14
Tableau 3 : Conséquences de l'instabilité socio-politique et de l'insécurité sur les ménages	31
Tableau 4: Dynamique des marchés	37
Tableau 5: Denrées les plus affectées par l'augmentation des prix par province - Minagrie: Evolution prix du riz ordinaire (grain court)	38
Tableau 6 : Disponibilité des denrées sur les marchés.....	39
Tableau 7 : Estimation de l'évolution des importations alimentaires.....	39

Liste des cartes

Carte 1 : EFSA- Couverture géographique – Octobre 2015.....	0
Carte 2 : Tendances de l'insécurité alimentaire depuis février 2014, par zone de moyens d'existence/agro-écologiques	18
Carte 3 : Evolution de la proportion des ménages affectés par les chocs par province et par zone agro-écologique et de moyens d'existence.....	30

EXECUTIVE SUMMARY (English version)

CONTEXT, OBJECTIVES OF THE STUDY AND METHODOLOGY

Since April 2015, Burundi has been facing a social and political crisis affecting the security, livelihoods, food security and nutrition of a large section of the population both in urban and rural areas. At the time of writing, the current instability had led to the displacement of over 218,000 Burundians seeking asylum in neighboring countries¹, and to high levels of internally displaced persons (IDPs²). Over the last 6 months, the instability has led to a deterioration of livelihoods as rural and urban populations have sold productive assets, standing crops, and increasingly adopted coping mechanisms affecting their livelihoods. Restrictions on freedom of movement due to the insecurity – either real or perceived – is affecting the ordinary micro-economic activities hence limiting livelihoods, food availability and access by the vast majority of the population affected, notably farmers, traders, business' owners and unskilled labour.

Over the recent months, insecurity was more pronounced in the capital Bujumbura and the neighboring peri-urban and rural areas, where it caused a significant reduction in job opportunities and of purchasing power despite relatively stable food prices in the main markets. A decrease on food demand in the capital is progressively affecting the supply chain from the farming areas close to Bujumbura, notably Bujumbura rural, Rumonge and Cibitoke where there has been a significant increase in the prevalence of food insecure and malnourished. The provinces of Makamba and Kirundo are slowly recovering from the peak of the crisis observed in April and May.

An Emergency Food Security Assessment was launched in October 2015 by the World Food Programme and its partners to understand how the crisis is affecting key food security and malnutrition dimensions including food availability, physical and economic access and utilization; key determinants and trends of malnutrition; markets and evolution of food prices; evolution of main income sources; shocks; coping mechanisms. The aim of the EFSA was to measure the current situation against the results of the Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment (CFSVA) conducted in February 2014. In order to increase the depth of the trends analysis, the EFSA benefits from other reference studies such as the Food Security and Monitoring Systems (FSMS) conducted in November 2014 and June 2015. During the survey design stage, the humanitarian partners conducted a 'zoning exercise' to identify the provinces most affected by the instability to be covered by the EFSA. This process was based on available secondary data in line with the multi-stakeholders Post-electoral contingency plan for Burundi 2015. The six provinces of Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Rumonge, Makamba, Kirundo and Cibitoke were identified as the targets of the assessment.

The methodological approach of the EFSA is based on qualitative and quantitative primary data collection at both household and community levels integrating the available secondary information to increase the depth of analysis and to consolidate findings. In order to maximize the accuracy of trend analyses on key food security and nutrition indicators, the sampling frame used for primary data collection reflected the one used in the six provinces by the CFSVA 2014. A total of 1748 households-level interviews and 136 community and focus groups discussions were conducted between 26 October and 2 November 2015. Data collected are statistically representative at province and livelihood zones levels.

RESULTS

To date, the real effects of the crisis have been partly mitigated by recent agricultural production in the six provinces surveyed, which are among the most productive in the country, and by humanitarian interventions. However, the protracted degradation of productive assets - including human resources - combined with the downturn of the crisis on economic activities and commercial exchanges between the capital and rural areas, as well as the projections of below average harvest of the forthcoming cropping Season 2016A could trigger a rapid increase of food insecurity and malnutrition in the next three to six months.

¹ UNHCR, 19 November 2015

² As per October 2015, around 15,000 IDPs are living in Makamba and Kirundo provinces, IOM and Burundian Red Cross.

Below, the main findings of the EFSA:

- Almost one in five households in the assessed provinces is food insecure, of which 18.5% moderately and 1% severely food insecurity; this corresponds to around 645 000 persons in food insecurity.
- On average, 22.2% of rural households are food insecure against 8.5% of those in Bujumbura mairie. The highest rates were observed in the provinces of Rumonge (25.8%), Cibitoke (24.4%) and rural Bujumbura (22.3%). Rumonge province also recorded the highest rate of severe food insecurity (3.4%).
- Compared to February 2014, there is a slight increase of food insecurity (+ 5%), + 6% in rural areas and 1% in urban areas. The highest increase was observed in Makamba (+13%), Bujumbura rural (+11%) and Rumonge (+10%).
- The analysis of food insecurity trends disaggregated by agro-ecological and livelihood zones shows that the farming areas neighboring the capital (*Highlands south* and *Crete Congo-Nil – Bujumbura*) register a significant increase of food insecurity of respectively 26% and 10%. This is mainly due to reduced exchanges of agricultural products and labour with the capital. The highest increase of food insecurity (+37%) is however observed in the *Northern highlands*, in the eastern part of Cibitoke across the Kibira forest, where livelihoods have been severely affected by recurrent insecurity since April. Finally, the *Southern Plaine de l'Imbo*, which covers the coastal strip southwards from Bujumbura saw a relevant increase of food insecure population (+14%); restriction of movements for the fishermen due to insecurity and reduced volumes of traded commodities (notably fish and palm oil) to Bujumbura town partly justify the trend. Most important, this zone has the highest level of IDPs (3.1%) and returnees (14.4%) within the sample.
- A slight increase in the prevalence of global acute malnutrition (GAM measured through MUAC) among children 6 to 59 months was observed in the same period (from 3.2% to 3.6); severe acute malnutrition (SAM) decreased by 0.7%. The increase of GAM was more pronounced in Bujumbura rural (+ 5%) and Rumonge (+1.8%).
- These trends result from the combination of a series of negative factors related to seasonality and to the effects of the current socio-political instability, partially offset by other positive factors:

Negative factors

- *Seasonality*: data collection for the EFSA took place at the peak of the lean season while the CFSVA 2014 was conducted during the harvest of the season 2014A.
- Substantial increase in the adoption of *food-related coping strategies* compared to February 2014 (the reduced Coping Strategy Index increased from 11.8 to 16.4).
- *Displacement*: DTM surveys conducted in Makamba and Kirundo reveal the presence of almost 15,000 people; In addition, nearly 218,000 refugees left Burundi to neighboring countries since the onset of the crisis in April. At least 1% of households surveyed are internally displaced; 2.5% are returnees; 6% are residents hosting displaced persons. The three aggregated categories of households were more exposed to severe food insecurity (2.1% against 0.9% of the resident households).
- *Shocks*: Nearly two thirds of households have been affected by at least one shock in the 6 months period prior to the survey. Rural population were more exposed (67%) compared to the capital (52%). Compared to February 2014, a substantial increase in households having been exposed to episodes of violence or insecurity (5.6% compared with 1.8% in 2014) was observed, particularly in Bujumbura-mairie (+22% compared with only +2.5% in rural areas). Households affected by shocks are more vulnerable to food insecurity (23.5% of them are food insecure) compared to those who have been spared (15.3%).
- *Impact of the crisis on income sources*: In the capital, the most tangible impact of the current instability is the reduction of employment opportunities (46.5% of households have suffered from it directly or indirectly). In rural areas, exposure to shocks is less common and

severe; alongside the reduction of employment opportunities (8% of households affected), one of the most important impacts are the increased difficulty of farmers to access land (9.5% of them declared having been affected).

- *Significant reduction of economic activities* due to insecurity in the capital and in the rural provinces. In particular trade, skilled and wage labour, unskilled labor (including agricultural) were highly affected. The significant reduction in wage labour in Bujumbura might have affected the volumes of money transfers to rural areas in neighboring provinces (namely Rumonge and Bujumbura rural), which registered the most significant increase in food insecurity.
- *Reduced access to land:* Around 10% of interviewed farmers cultivated a smaller surface over the last growing season compared to 6 months ago, with an average of 38% reduction. This is mainly due to low availability and high price of agricultural inputs (22% of households affected compared to 19.5% in March 2015), as well as to more difficult access to arable land due to insecurity (9.3% compared to 7%). The proportion of farmers who did not encounter any constraints (only 4%) decreased by 14% over the last six months. The problems faced by farmers were also confirmed by an analysis conducted on livelihoods at the agro-ecological/livelihood zone. The most productive farming-related zones around the capital have been more severely affected than others by current insecurity and instability.

Positive factors

- *Successful harvest of Season 2015 B* which helped keep stocks until the lean season in most of the surveyed families, including for one third of farmers; the six provinces are the food suppliers to the capital and among the most productive in the country;
- *Relative stability of food prices* in the main markets over the past three months;
- *Increase in the proportion of households having acceptable food consumption* (from 66% in 2014 to 79%), except in Bujumbura rurale (-7%);
- High level of use of livelihood coping strategies (+ 23% since 2014) enhancing economic access to food in the short term, despite limiting sustainability in the medium to long term;
- Multi-sectoral humanitarian intervention (food and non-food assistance) targeting the most vulnerable, including 102 800 beneficiaries of general food distribution in Kirundo and Makamba between July and September.
- Residents may have benefited from sale of standing or abandoned crops in the fields during the April-June period just prior to the peak of displacement, notably in Makamba and Kirundo. Increased food stocks and relative stability of prices in the main markets during the lean season enhanced their physical and economic access to food.
- Limited number of displaced and returnees interviewed, who register the highest prevalence of food insecure. Skepticism of IDPs and returnees to declare their residence status in a critical moment in terms of security could in part justify the low proportion of these categories within the sample.

Potential factors contributing to a deterioration of food security in the next 3-6 months

- *Continued socio-political instability* further limiting access to productive land and to other productive assets, hence affecting the availability and access to food of the most vulnerable. Protracted insecurity observed in Bujumbura in the weeks following data collection could have further affected economic activities in the capital and in neighboring provinces.
- *Significant adoption of coping mechanisms* affecting productive assets in the short to medium term.
- *Risk of poor performance of the farming season 2016A* resulting from: i) current reduction in planted area; ii) high level of sale of farming tools and equipment; iii) limited access to agricultural inputs (including seeds); iv) delay of the onset of rains in the current season; iv) limited human resources/ casual labour.

- *Risk of food prices volatility*, particularly in main markets of Bujumbura, due to low internal productions following the effect of the current crisis and potential climatic hazards from El Niño/La Niña phenomena, including flooding, landslides and delayed onset of rains.
- *Potential return of displaced and refugees*, especially if concurrently with an early onset of the lean season, thus exerting an additional pressure on limited food resources available.

RECOMMENDATIONS

1. Introduce or strengthen nutritional prevention programs in the six provinces especially where an increase in the prevalence of GAM was observed such as Bujumbura-rural, Makamba, Rumonge and Bujumbura-mairie.
2. Introduce multisectoral (water, sanitation, agriculture, health, etc.) targeted interventions aimed at strengthening the resilience of vulnerable households, including:
 - *Emergency food assistance* to 35,000 severely food insecure people, targeting in particular: i) IDPs, households hosting IDPs, returnees; (ii) household having lost their sources of income; (iii) female or widows-headed households; (iv) households with disabled or members suffering from a chronic disease; v) small-sized households, notably those comprising only one member.
 - *Food and non-food assistance to increase resilience* of the 650 000 people in moderate food insecurity. The interventions may include, among others, Food-for-assets, distribution of agricultural kits, immediate distribution of short cycle seeds for season 2016A. A special focus in term so f targeting must be given to agricultural households having sold their productive assets - particularly in the provinces of Bujumbura-rural, Rumonge and Makamba, Kirundo - as well as for the displaced and returned.
 - Consider the opportunity to launch cash-based interventions in Bujumbura targeting the most vulnerable (IDPs, returnees, widowers, female-headed households, unemployed) with the double function of providing an adequate safety net to vulnerable while stimulating supply chains and productions from the rural areas, namely Bujumbura rural, Cibitoke and Rumonge.
3. Preposition for scaling up food aid interventions in case of an early onset of the lean season (preseason 2016B) and of concurrent progressive increase in returns of Burundian refugees.
4. Continue to monitor trends of displacement and returns in consultation with the relevant agencies in neighboring countries; in the event of return of displaced persons to their homesteads, ensure immediate response in terms of the necessary food and non-food assistance.
5. Continue monitoring the evolution of agricultural productions from the Season 2016A.
6. Continue the frequent and systematic monitoring of availability and prices of main commodities in the markets of Bujumbura and in the rural provinces, particularly in the period December 2015 - April 2016.
7. Integrate results from the EFSA at the national level with the findings from the ongoing Food Security and Monitoring System (FSMS) in the other 12 rural provinces of Burundi.
8. In 2016, continue the periodic monitoring of food insecurity and malnutrition trends through the FSMSs in the six provinces covered by the EFSA as well as in the other provinces. In particular:
 - Consider anticipating the next national FSMS to March 2016 in case of evidence of an early onset of the lean season;
 - Include Bujumbura-mairie as one of the strata in order to assess trends in food insecurity and to capture the evolution of economic activities;
 - Consider including health, nutritional prevention, water and sanitation modules in the questionnaires after consultation among all relevant stakeholders.

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE ACTUEL

Alors que les indicateurs des études de sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2014 continuent à servir de base décisionnelle pour la programmation des interventions humanitaires et de développement au Burundi, depuis le mois d'avril 2015, le Burundi fait face à une crise socio-politique dont les conséquences croissantes ne cessent de porter préjudice à la sécurité alimentaire et sur les moyens d'existence de ménages. La crise qui a pris naissance dans la capitale économique et politique du Burundi a aussi rapidement affecté certaines localités rurales du pays avec au passage :

- D'importants mouvements de déplacements de la population : plus de 218,000 burundais demandeurs d'asile dans les pays voisins³, des déplacés intérieurs dans les familles d'accueil, des personnes déjà rentrées après un séjour relativement prolongé soit à l'extérieur soit dans une autre localité intérieure du pays;
- Des cas de dilapidation/ bradage des actifs productifs et non productifs dans la foulée des déplacements (élevage, les actifs productifs, plantations etc.)
- Des cas de vol et de vandalisme sur les biens des personnes déplacées ;
- Une mauvaise gestion des récoltes, y compris la vente sur pied avant maturité ou un abandon tout court ;
- Le poids des financements des différents déplacements aussi bien intérieurs qu'extérieurs de tous les ménages ou de certains membres du ménage etc.
- Les manques à gagner économiques subis par les ménages dont les actifs en déplacements ;
- La perte des opportunités économiques à la suite de l'insécurité particulièrement dans la ville de Bujumbura et ses faubourgs ;
- Une situation de dégradation nutritionnelle encore localisée dans certaines contrées des provinces plus affectées par les effets de la crise (ex. Makamba et Kirundo) ;
- Une relative restriction des traditionnels mouvements (au niveau intérieur qu'extérieur), de recherche des opportunités économiques, dans un contexte sécuritaire peu sur ;
- Le dysfonctionnement dans l'approvisionnement des marchés surtout ceux frontaliers (échanges avec le Rwanda au Nord et avec la Tanzanie) ;
- Le risque latent de la flambée des prix des denrées de base en rapport avec la dépréciation de la monnaie burundaise ;
- Les questions liées à l'appui budgétaire et leur impact probable sur le financement des projets de développement ;
- Les projections du FMI (Fonds monétaire international), estiment déjà qu'avec la crise actuelle, la production économique du Burundi devrait baisser de 7,2 pour cent cette année;
- Etc.

Au niveau des perspectives de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'ajoute également les effets probables du phénomène El Nino (comme facteur aggravant) déjà annoncé par les centres météorologiques régionaux et national et dont les premiers cas ont été déjà enregistrés dans les régions de la plaine de l'Imbo et de Mumirwa.

Les premières initiatives d'évaluations conjointes (Gouvernement et Taskforce humanitaire) menées aux mois de mai et juin ainsi que les dispositifs d'alerte précoce sur terrain ont montré que certaines provinces étaient plus affectées que d'autres (Bujumbura mairie, Bujumbura, Cibitoke, Rumonge, Makamba et Kirundo). Les cinq provinces rurales qui ont fait l'objet de la présente enquête sont celles identifiées dans les plans de contingence comme celles pouvant être affectées de plein fouet par la crise actuelle dans le pays. Pour ces provinces, la situation de référence sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et de vulnérabilité de 2014⁴ n'est plus à jour en raison de l'impact probable de la crise actuelle. Ainsi dans le cadre du Groupe Sectoriel Sécurité alimentaire coordonné par le

³ Statistiques du UNHCR, 19 novembre 2015

⁴ World Food Programme, Ministry of Agriculture, UNICEF, FAO (2014). Comprehensive Food and Nutrition Security, and Vulnerability Analysis.

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, il a été initié une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence –EFSA.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

La dernière situation de référence de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et de la vulnérabilité date de 2014 avec les études CFSVA et SMART réalisées par le PAM et les partenaires.

De façon générale, l'enquête EFSA vise à mettre à jour les informations sur la situation de la sécurité alimentaire en couvrant les questions de disponibilité, d'accès et de l'utilisation des aliments ainsi que des marchés, des moyens de subsistance, des stratégies d'adaptation et de la santé. Elle vise à déterminer le niveau d'insécurité alimentaire et de malnutrition de la population ainsi que leurs causes notamment en lien avec la situation socio-politique que travers le pays.

En particulier, l'EFSA est une enquête ayant l'objet de produire une analyse comparée entre février 2014 et octobre 2015 sur le niveau d'insécurité alimentaire et malnutrition, ainsi que sur l'évolution des facteurs causaux et déterminants clefs des deux, auprès des populations les plus affectées par l'instabilité socio-politique actuelle. Une analyse comparée avec d'autres études conduites en novembre 2014 et juin 2015 (FSMS) est également conduite pour trianguler les résultats et pour avoir une vision d'ensemble en profondeur sur les tendances plus récentes. Pourtant, cette analyse aura une valeur indicative, l'échantillonnage des deux études n'étant pas représentatif au niveau de provinces enquêtées dans l'EFSA.

La présente enquête EFSA a été réalisée dans 5 provinces du Burundi préalablement identifiées⁵ comme les plus affectées par l'insécurité alimentaires (Cibitoke, Kirundo, Makamba, Rumonge, Bujumbura Rural) ainsi qu'en Mairie de Bujumbura.

III. METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

En phase de planification de l'étude, les partenaires ont d'abord conduit un 'zoning exercice' finalisé à l'identification des provinces plus touchées par l'instabilité. En ligne avec le Plan de contingence pour la crise post-électorale, il a été convenu que les provinces les plus affectées par l'actuelle instabilité socio-politique sont Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Makamba, Kirundo, Rumonge et Cibitoke.

L'approche méthodologique de l'enquête EFSA s'appuie sur une association des techniques qualitatives et quantitatives d'une part, et d'une revue documentaire et des comparaisons aux études précédentes relatives à la vulnérabilité, la sécurité alimentaire et la nutrition d'autre part, dont notamment l'enquête CFSVA-SMART.

A cet effet, deux enquêtes ont été effectuées en parallèle :

Une enquête auprès des ménages, basée sur un entretien avec le chef de ménage ou son épouse

Une enquête communautaire aux niveaux collinaire et provincial sous forme de groupes de discussion, pour recueillir des informations qualitatives sur les perceptions des populations sur les questions de sécurité alimentaire des ménages et de la nutrition des enfants de moins de 5 ans.

Une section du questionnaire « ménage » est dédiée à la consommation alimentaire et à la santé des enfants de 6 à 59 mois qui représentent la couche la plus vulnérable de la population. Dans chaque ménage sélectionné, tous les enfants de 6 à 59 mois ont été éligibles pour la prise des mesures anthropométriques (périmètre brachial) qui renseignent sur leur état nutritionnel.

⁵ Sur base des résultats de l'enquête globale de sécurité alimentaire et vulnérabilité (CFSVA) de février 2014.

Cependant, les critères d'exclusion suivants ont été pris en compte :

- Enfant de plus de 5 ans ;
- Enfant dont aucune information sur son âge n'a été obtenue
- Refus du chef de ménage, de la femme en charge de l'enfant ou de l'enfant lui-même.

1. Plan de sondage et échantillonnage

L'enquête EFSA est réalisée auprès de 1748 ménages répartis dans 5 provinces les plus touchées par l'insécurité alimentaire⁶ (Bujumbura rural, Makamba, Kirundo, Rumonge, Cibitoke) ainsi que dans Bujumbura Mairie.

Le plan de sondage de l'enquête EFSA se base sur celui de l'enquête CFSVA-SMART 2014 qui vise une représentativité tant au niveau provincial que selon les zones de moyens d'existence. Il s'agit donc d'un plan de sondage à deux degrés basé sur la prévalence des ménages ayant une faible consommation alimentaire.

- Au premier degré, 145 unités primaires (ZD) ont été tirées à probabilités inégales de 22 ZD dans chacune des 5 provinces et 35 ZD dans Bujumbura Mairie.
- Au deuxième degré, 12 à 15 ménages (unités secondaires) sont sélectionnés dans chacune des ZD des 5 provinces et 8 ménages sont sélectionnés dans chacune des 35 ZD de Bujumbura Mairie.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon de ménages planifié et taux de couverture

Communes	Nombre d'unités primaires (ZD)	Nombre d'unités secondaire (Ménages/ZD)	Nombre de ménages planifiés	Nombre de ménages enquêtés	Taux de couverture (%)
Bujumbura Rural	22	12	264	264	100
Cibitoke	22	12	264	263	100
Kirundo	22	15	330	331	100
Makamba	22	13	286	287	100
Rumonge	22	12	264	322	122
Bujumbura Mairie	35	8	280	281	100
Total	145	72	1688	1748	

2. Tirage des unités primaires et secondaires

Le tirage des 145 unités primaires (ZD) a été réalisé en septembre 2015 sur la base du recensement général de la population (RGPH 2008)⁷. Le tirage des unités secondaires (ménages) fut réalisé aléatoirement sur terrain par les enquêteurs selon la méthodologie suivante.

A partir du centre de la colline ou du quartier, les enquêteurs choisissent au hasard (technique du stylo) deux directions et y répartissent le nombre de ménage à enquêter dans cette ZD. Pour chaque direction, un pas de sondage est défini. Il correspond au nombre de ménages estimés dans cette direction⁸ divisé par le nombre de ménages à enquêter. Le premier ménage à enquêter est choisi en tirant au hasard un chiffre inférieur ou égal au pas de sondage.

⁶ Basé sur le score de consommation alimentaire (SCA) de l'enquête CFSVA-SMART 2014

⁷ La liste des unités primaires (collines/quartiers) tirées est reprise en annexe.

⁸ Renseignement obtenu avec l'aide du guide local.

3. Organisation de l'enquête

L'enquête EFSA a été réalisée par le PAM en partenariat avec le CERDA et la FAO et sous la coordination du Ministère de l'Agriculture. Un comité technique PAM/FAO a produit les documents techniques de l'enquête (plan de sondage, outils de formation et de collecte). L'organisation de la collecte des données, la coordination et la supervision des activités de collecte sur le terrain ont été effectuées par le CERDA. La formation des enquêteurs et des superviseurs ainsi que l'encadrement technique a été assurée par le PAM.

Les potentiels enquêteurs ont été identifiés par le CERDA. Les principaux critères de présélection sont le niveau de scolarité au moins égal à celui de la fin des études, le sexe féminin devant représenter au moins 50% des effectifs. Un effectif de 66 agents a reçu une formation à l'issue de laquelle 59 enquêteurs furent retenus et 7 autres réservistes.

La formation des enquêteurs s'est déroulée du 20 au 22 octobre 2015. Elle s'est déroulée en séance plénière à Bujumbura. Les sessions ont porté sur les objectifs de l'enquête, l'identification des zones de dénombrement, des ménages et des sujets à enquêter, les techniques d'interview, le remplissage du questionnaire sur tablette et la prise des mesures anthropométriques (Âge-Sexe-Périmètre Brachial- Recherche des œdèmes bilatéraux). L'accent a été mis sur la compréhension et l'administration du questionnaire « ménage » ayant pour but de collecter les informations sur la composition du ménage, ses conditions de vie, ses moyens d'existence, sa consommation alimentaire, ses risques et chocs et ses stratégies de survies. Une demi-journée a été allouée à la prise des mesures anthropométriques.

La collecte des données s'est déroulée du 26 octobre au 1er novembre 2015. Elle a été effectuée par 12 équipes composées chacune de 4 à 5 enquêteurs et d'un superviseur. Ces équipes ont été déployées sur le terrain en raison de 2 par province ainsi qu'à Bujumbura Mairie.

Les enquêteurs étaient responsables de l'administration du questionnaire « Ménage », de la saisie des données sur tablettes et de la prise du périmètre brachial. Les superviseurs étaient responsables des questions logistiques, de l'itinéraire des équipes, de l'administration du questionnaire qualitatif (focus group), de la vérification des données saisies par les enquêteurs et de l'envoi des questionnaires finalisés sur le serveur du PAM adéquat.

Dans chaque ménage sélectionné, tous les enfants de moins de 5 ans y résidant étaient éligibles pour la prise des données anthropométriques. Chaque sujet éligible pour l'enquête a été examiné. Si lors du passage de l'équipe un ménage ou un sujet était absent, il était considéré comme "absent" mais, il n'était en aucun cas remplacé.

Le traitement et l'analyse statistique ont été effectués par le logiciel statistique SPSS après l'apurement de la base de données. Les bases de données apurées ont été utilisées pour le calcul des différents indicateurs de sécurité alimentaire, de nutrition des enfants et des croisements entre les deux.

Des coefficients de pondération ont été appliqués par strate avant l'agrégation des résultats au niveau provincial et d'ensemble sur les six provinces.

IV. LIMITES DE L'ETUDE

Au vu du contexte insécuritaire, des modifications ont dû être apportés à l'échantillon au cours de l'enquête. Ainsi, les quartiers de Mutakura, Cibitoke et Ngagara en Mairie de Bujumbura ont été remplacés par un tirage de ménages additionnels dans les quartiers de Buterere et Bwiza. De même,

des collines initialement sélectionnées dans les provinces de Bujumbura rural et de Rumonge ont été remplacées par d'autres collines dans ces mêmes provinces.

Le facteur de la saisonnalité a une influence dans le cadre de l'analyse comparée avec le CFSVA 2014, ce dernier étant conduit pendant la phase de récolte de la saison 2014A, tandis que l'EFSA est conduit en pleine période de soudure.

Enfin, les résultats des analyses de malnutrition ont une valeur indicative vu que la taille de l'échantillon a été définie sur base des indicateurs de sécurité alimentaire. Bien que statistiquement non représentatif, le haut nombre d'enfants mesurés (1735) donne une estimation fiable de la population d'enfants dans chacune des six provinces.

V. RESULTATS

1. Situation de l'insécurité alimentaire dans les six provinces

L'enquête EFSA 2015 utilise l'approche CARI (*Consolidated Food Security Indicator Approach*) pour appréhender la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions. Cette approche permet de combiner les indicateurs de sécurité alimentaire de façon systématique et transparente dans le but d'établir une classification explicite des ménages. Sur la base de CARI, chaque ménage enquêté est classé suivant un indice composite de sécurité alimentaire (*Indice de Sécurité Alimentaire*) en sécurité alimentaire (SA), en sécurité alimentaire limitée (SAL), en insécurité alimentaire modérée (IAM) ou en insécurité alimentaire sévère (IAS). L'algorithme de classification tient compte de la consommation alimentaire actuelle du ménage (score de consommation) et de sa potentialité à soutenir sa consommation dans le futur (capacité d'adaptation et niveau de dépenses consacrées à l'alimentation).

Tableau 2 : Console CARI complétée

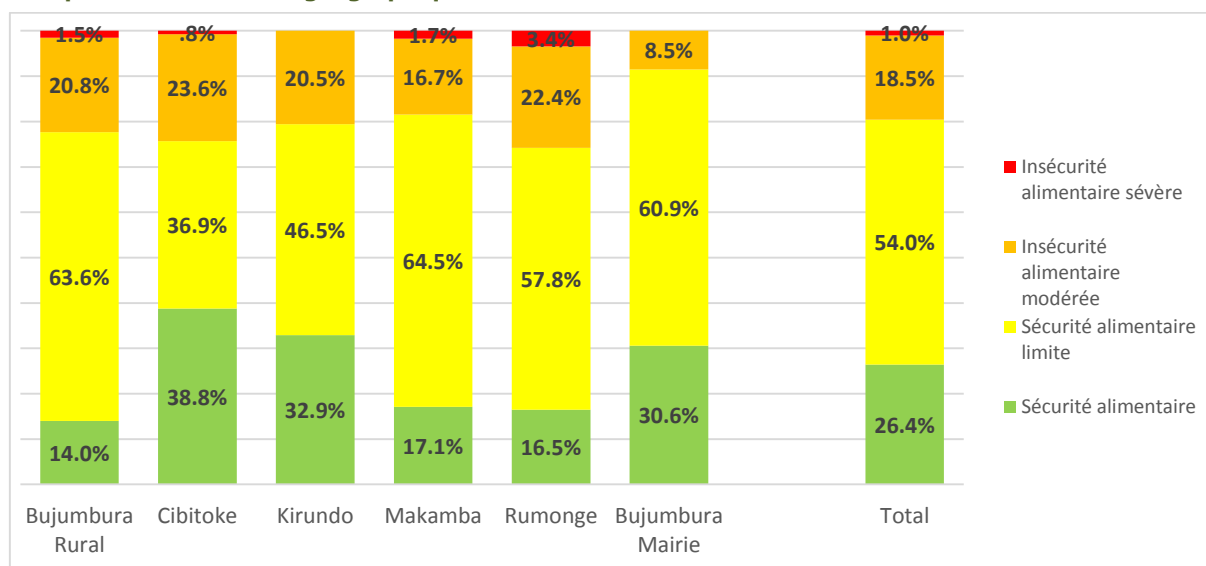
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	<i>Consommation alimentaire acceptable</i>		<i>Consommation alimentaire limite</i>	<i>Consommation alimentaire pauvre</i>
			79%		17.80%	3.20%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part dépenses alimentaires	<50%	50%-65%	65-75%	>65
			48%	19.20%	12.70%	20.10%
	Epuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	<i>Aucune</i>	<i>Stratégies de stress</i>	<i>Stratégies de crise</i>	<i>Stratégies d'urgence</i>
35.20%			16.60%	31.60%	16.60%	
			Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Indice de Sécurité Alimentaire(ISA)*			26.40%	54%	18.50%	1%
Population 6 provinces			872 994	1 785 669	611 757	33 068

En octobre 2015, dans les six provinces enquêtées **19.5% des ménages sont en insécurité alimentaire** dont **18.5% en insécurité alimentaire modérée** et **1% en insécurité alimentaire sévère**. En considérant le taux de croissance annuelle de la population sur base du dernier recensement et en escomptant les estimations des ménages réfugiés qui ont quitté ces provinces pendant les six derniers mois, cela équivaut à environ 645 000 personnes en insécurité alimentaire, soit environ 33 000 ménages en insécurité alimentaire sévère, et 612 000 en insécurité alimentaire

modérée. La plupart des ménages (environ 1 786 000 personnes) sont en sécurité alimentaire marginale ou limite et sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Presque 872 000 ménages sont en sécurité alimentaire.

Dans les cinq provinces rurales, en moyenne 22.2% des ménages sont en insécurité alimentaire contre seulement 8.5% à Bujumbura mairie. Les taux les plus élevés sont observés dans la province de Rumonge (25.8%), Cibitoke (24.4%) et Bujumbura rural (22.3%). Rumonge enregistre également le taux le plus élevé d'insécurité alimentaire sévère 3.4%.

Graphe 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire



2. Tendances de l'insécurité alimentaire

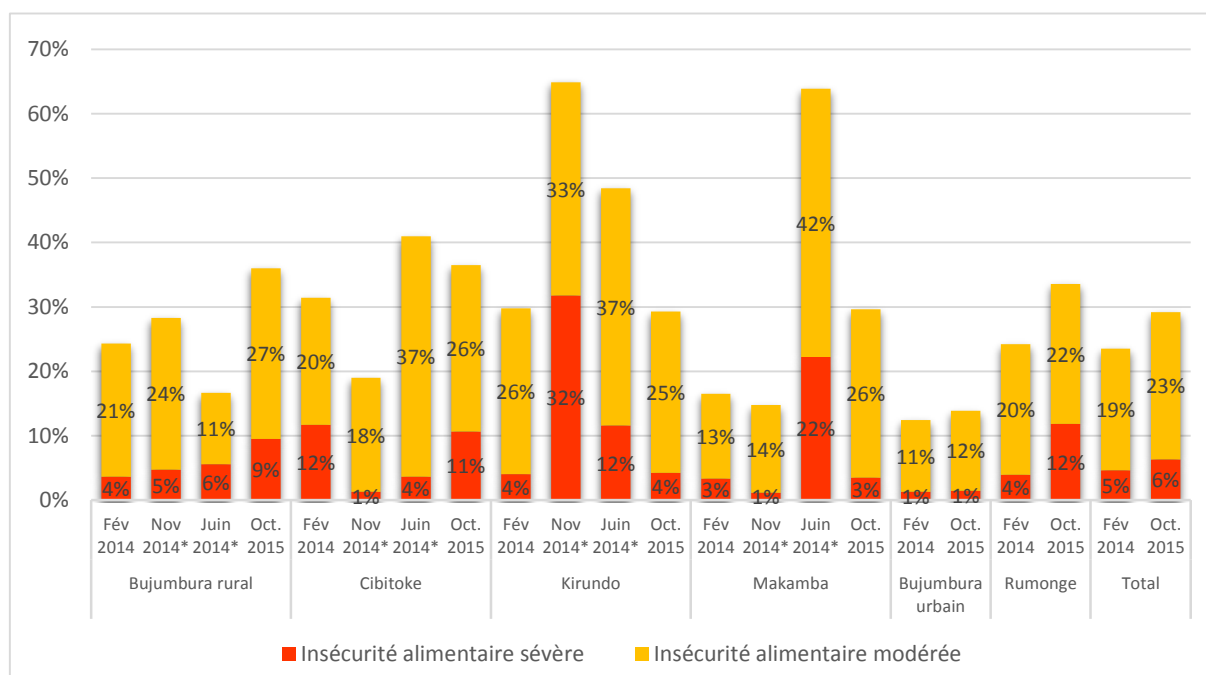
Afin de conduire une analyse comparée des tendances de l'insécurité alimentaire entre octobre 2015 (EFSA) et février 2014 (CFSVA) il s'est rendu nécessaire de recalculer le taux d'insécurité alimentaire dans les six provinces en octobre 2015 en utilisant le même algorithme utilisé dans l'analyse du CFSVA. En février 2014, l'insécurité alimentaire avait été calculée sur base des deux seuls indicateurs clefs *Score de Consommation Alimentaire* et *Stratégies d'adaptation non alimentaires*. Le troisième indicateur utilisé dans la console CARI standard (proportion de dépenses alimentaires), y inclus dans la section précédente, n'avait pas pu être prise en compte suite à des contraintes techniques. Afin d'évaluer la tendance de l'insécurité alimentaire depuis février 2014 dans la présente section il s'est donc rendu nécessaire de recalculer le CARI pour l'enquête en cours en considérant seulement les deux indicateurs. Il n'est donc pas surprenant que les prévalences d'insécurité alimentaire dans cette section – calculés seulement pour avoir une comparaison temporelle objective - présentent des variations au niveau des provinces ainsi qu'au niveau global par rapport à la section précédente.

Par rapport à février 2014, on observe une légère augmentation de l'insécurité alimentaire (+5% dont 4% modérée et 1% sévère) dans les six provinces couvertes par l'enquête. Cette tendance est due à l'effet combiné de la saisonnalité (l'enquête CFSVA s'est déroulée pendant la récolte 2014A tandis que l'EFSA en pleine période de soudure) et aux effets de l'instabilité socio-politique, notamment sur les moyens d'existence des populations enquêtées.

Une augmentation substantielle de l'insécurité alimentaire a été observée dans les provinces de Makamba (+13%), Bujumbura rural (+11%, dont +5% sévère) et Rumonge (+10%, dont +8% sévère). Dans les autres provinces, les taux d'insécurité alimentaire sont restés globalement stables (+1% à Bujumbura mairie, -1% à Kirundo et -2% à Cibitoke).

Le graphe 2 ci-dessous montre le détail des tendances incluant les références des enquêtes FSMS conduites en novembre 2014 et en juin 2015. L'analyse comparée de l'EFSA avec ces deux études a une valeur seulement indicative vu que la taille de l'échantillon des deux FSMS, bien qu'élevée, n'était pas représentative au niveau provincial.

Graphe 2 : Tendances de l'insécurité alimentaire depuis février 2014, par province



La province de **Bujumbura rural** enregistre une augmentation considérable de l'insécurité alimentaire (+19%) depuis juin 2015. Cette tendance semblerait principalement liée à la dégradation des moyens d'existence suite aux effets de la récente instabilité socio-politique. Compte tenu de la forte dépendance de la province vis-à-vis de la capitale, l'augmentation de l'insécurité observée depuis le mois d'octobre dans la capitale a eu un impact sur la province rurale en termes de réduction des échanges économiques et d'opportunités d'emploi pour la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Par rapport à février 2014, Bujumbura rural a vu une diminution de la main d'œuvre salariée de 12% et des ménages dépendant sur les petits business de 10%. De plus, l'instabilité à Bujumbura et dans les campagnes proches de la ville expliquerait également la diminution substantielle de la main d'œuvre agricole (-21%) dans la même période. L'évolution des moyens d'existence à **Rumonge** est tout à fait similaire à celle observée dans Bujumbura rural : -7% de main d'œuvre salariée, -6% de commerce, -13% de main d'œuvre agricole. Il est évident que l'instabilité dans la zone lacustre ait eu un impact sur les sources de revenu et donc sur l'accès aux ressources alimentaires dans la région. Il est enfin important de souligner que la diminution de la main d'œuvre salariée à **Bujumbura ville** dans la même période (-13%) pourrait avoir eu un impact considérable sur les transferts d'argent vers les deux provinces rurales proches de la capitale. Dans la capitale, l'insécurité alimentaire est restée substantiellement stable malgré une forte réduction des activités économiques et de l'offre d'emploi suite à l'instabilité. La stabilité des prix des denrées alimentaires dans les marchés limite à présent le risque de détérioration de l'accès économique à la nourriture des ménages urbains.

Les taux d'insécurité alimentaire observés en octobre 2015 à **Kirundo** sont au même niveau que ceux de février 2014. L'enquête CFSVA de février 2014 avait été précédée d'une mauvaise récolte pendant la saison 2014A (- 41% dans la production de céréales, -30% de bananes et tubercules par rapport à 2013⁹). Au contraire, l'EFSA 2015 était précédée d'une production agricole projetée par le ministère de l'Agriculture comme satisfaisante. Elle aurait donc permis aux ménages d'avoir des

⁹ ENAB 2014A

stocks de denrées alimentaires suffisants – encore plus là où ils ont été soutenus par les productions de la saison C - y compris pendant la période de soudure en cours. Une amélioration importante est observée par rapport aux deux enquêtes FSMSs à Kirundo (-44% par rapport à novembre 2014 et -14% par rapport à Juin 2015). Cela est principalement dû à une mauvaise performance des saisons culturales qui avait déclenché une situation d'urgence alimentaire et une réponse humanitaire importante dans la province.

Une diminution similaire est observée à **Makamba** (-26% par rapport à juin 2015). Un pic d'adoption de stratégies de survie en juin à Makamba dû à l'instabilité socio-politique est à la base des hauts niveaux d'insécurité alimentaire observés en juin 2015.

L'assistance alimentaire sous forme de distribution ciblée aux plus vulnérables dans les deux provinces pendant la période de Juillet à septembre 2015 a contribué à la diminution de l'insécurité alimentaire dans ces provinces, soit en améliorant la consommation alimentaire, soit en limitant le risque d'adoption de stratégies d'adaptation alimentaires et non-alimentaires. En effet, le PAM, avec l'appui de la Croix Rouge du Burundi, Oxfam et d'autres acteurs, a distribué 3 900 tonnes de vivres entre juillet et septembre à 102 800 bénéficiaires chaque mois.

Dans la province de **Cibitoke**, les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire ont été observés en juin 2015 en correspondance du pic d'instabilité dans la province tandis qu'en octobre on a observé une légère diminution de l'insécurité alimentaire globale (-4%), malgré cela s'accompagne une augmentation de sa composante sévère (+7%).

Malgré l'impact de l'instabilité socio-politique en cours, l'insécurité alimentaire a marqué des tendances en ligne avec la saisonnalité par rapport à février 2014. Cela a été possible seulement grâce à une augmentation considérable dans l'adoption de stratégies de survie ayant un impact positif dans le court terme mais néfaste sur les moyens d'existence dans le moyen terme. De plus, des bonnes productions ont été enregistrées pour la dernière récolte Saison 2015B. Les données préliminaires¹⁰ sur les récoltes confirment une augmentation importante de la production des principales productions par rapport à la saison 2014B, notamment :

- Riz: +16% à Cibitoke, +17% à Kirundo, +14% à Makamba, +11% à Bujumbura rural ;
- Haricots : +9% à Cibitoke, +4% à Kirundo, -11% à Makamba, +6% à Bujumbura rural ;
- Mais : +8% à Cibitoke, +18% à Kirundo, +4% à Makamba, +14% à Bujumbura rural ;
- Sorgho : +6% à Kirundo.

Il est aussi important de souligner que les ménages résidents enquêtés dans les provinces rurales auraient peut-être aussi profité des stocks supplémentaires dérivant des récoltes abandonnées par les déplacés, des récoltes précoces qui ont assuré une bonne disponibilité interne sur les marchés en période de soudure, des ventes sur pied par les ménages déplacés. Cela leur aurait permis d'augmenter leurs stocks et de pouvoir ainsi sauvegarder un bon accès physique à la nourriture dans la période de soudure en cours.

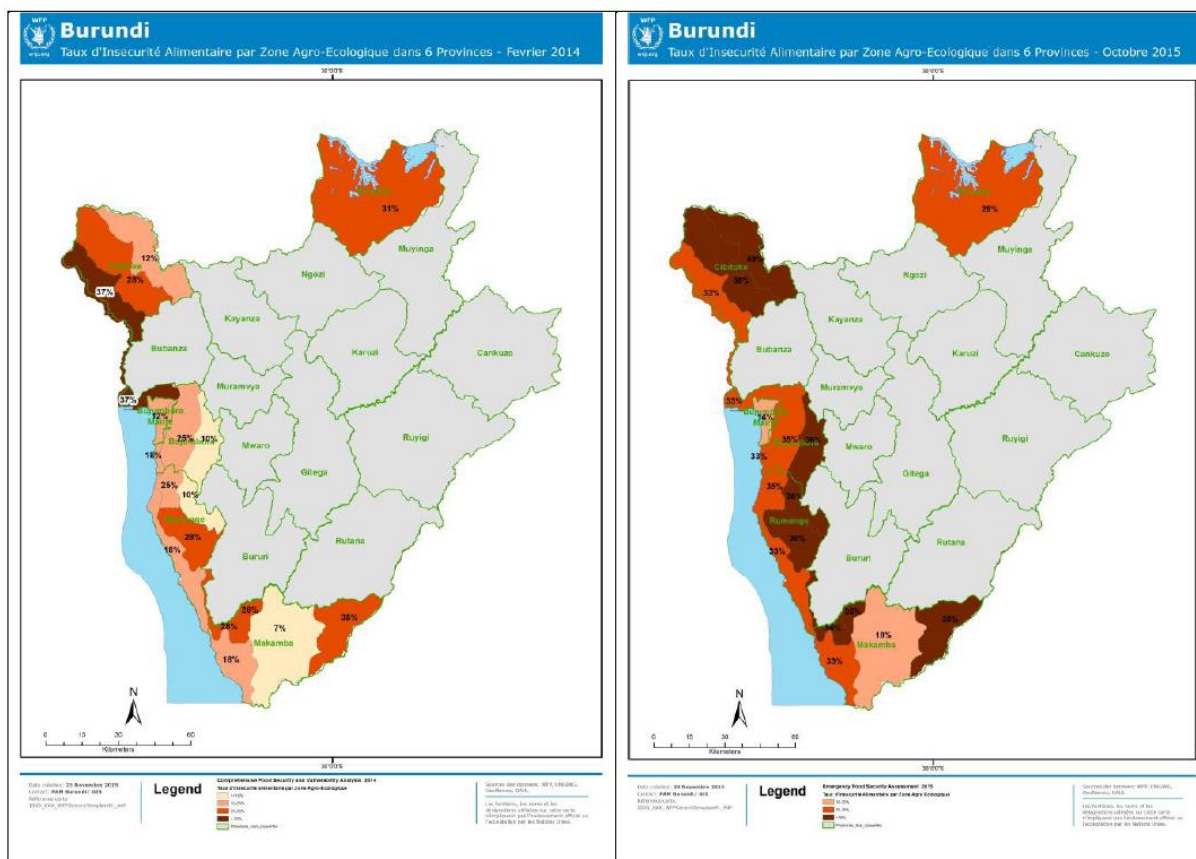
Enfin, une analyse de l'insécurité alimentaire avait été conduite dans le CFSVA 2014 au niveau des zones dérivant de la superposition des zones de moyens d'existence et des zones agro-écologiques. Cette enquête avait permis d'identifier 16 différents strates (ZME/agro-écologiques), dont les 11 strates suivant se trouvent dans les provinces couvertes par l'analyse EFSA: i) Bujumbura ville; ii) Bujumbura Crête Congo Nil ; iii) Buragane ; iv) Hautes Altitudes Sud ; v) Crête Congo Nil ;vi) Dépression sud Makamba & Rutana ; vii) Hautes Altitudes nord ; viii) Dépression du nord; ix) Plaine de l'Imbo Nord ; x) Hautes altitudes Mugamba sud ; xi) Plaine de l'Imbo sud - Tanganyika.

¹⁰ MINAGRIE novembre 2015

Carte 2 : Tendances de l'insécurité alimentaire depuis février 2014, par zone de moyens d'existence/agro-écologiques

Février 2014

Octobre 2015



L'analyse des tendances conduite au niveau de zone agro/ZME confirme une augmentation de l'insécurité alimentaire au niveau global qui semble refléter une combinaison des tendances saisonnières et des effets indirects de la crise sur les activités économiques. Le niveau de dégradation de la sécurité alimentaire des provinces rurales semble être en corrélation avec le degré de relations (aussi bien en termes d'échanges commerciaux que de transferts monétaires) avec la ville de Bujumbura. L'augmentation de la proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus prononcée dans les zones agricoles adjacentes à la capitale (+26% dans la zone *Haute altitude Sud*, +10% dans la partie de la *Crête Congo Nil* proche de la capitale), épice de la crise actuelle. La restante partie de la zone *Crête Congo Nil* a vu l'insécurité alimentaire augmenter de 7%. Le pic d'augmentation a été observé dans les *Hauts altitudes Nord*, en province de Cibitoke (+37%) % dans les zones de forêt de la Kibira qui a enregistré des grands problèmes de sécurité dans les six derniers mois. Enfin, la *Plaine de l'Imbo au sud* de la capitale a enregistré une augmentation de 14% de la prévalence d'insécurité alimentaire notamment due à une forte diminution des échanges commerciaux avec la capitale, notamment de poisson – diminution de 50% de la fréquence de consommation moyenne hebdomadaire à Bujumbura - et huile de palme.

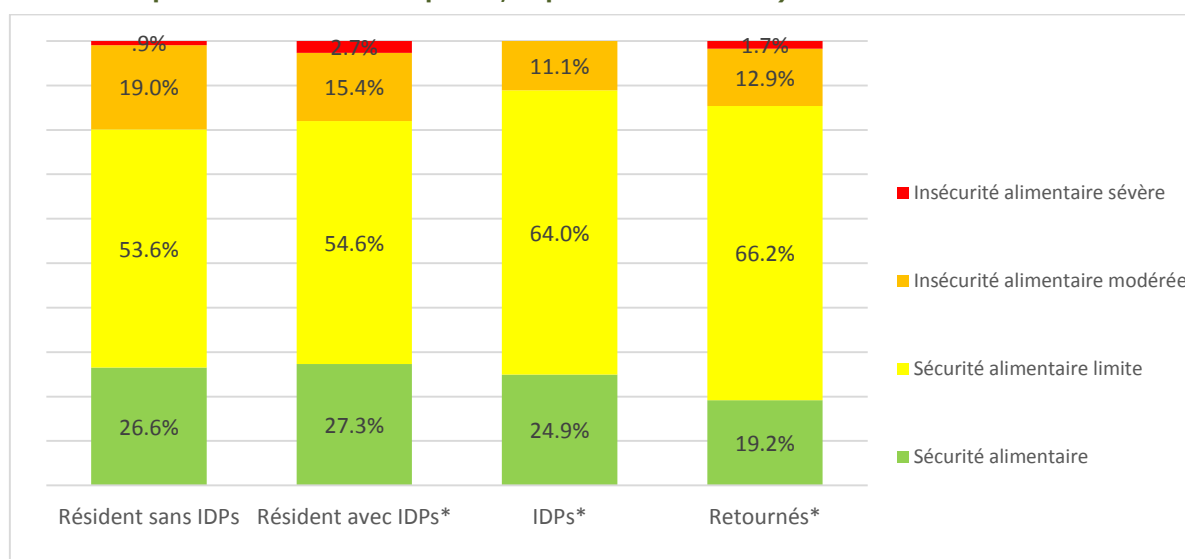
Au contraire, la même zone de moyens d'existence dans le côté nord de la capitale (*Plaine de l'Imbo nord*) enregistre une diminution de 3%. Cette zone agricole a été moins exposée à l'impact de la période de soudure par rapport aux zones agricoles de *Bujumbura Crête Congo Nil* et *Bututsi haute altitude* grâce à une disponibilité d'eau plus importante pour la Saison culturale C en cours. De plus, les producteurs et commerçants de la *Plaine de l'Imbo nord* ont l'opportunité de diversifier vers le Congo, notamment dans les marchés d'Uvira, le flux d'échanges commerciaux dans une période de faible demande et prix à Bujumbura.

Qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ?

Vu le faible nombre de ménages déplacés ou retournés parmi ceux qui ont été enquêtés, il s'avère difficile de formuler des hypothèses quant à la corrélation avec le niveau d'insécurité alimentaire. Le graphe ci-haut (ayant valeur seulement indicative) montre qu'il n'y a pas une différence substantielle entre les ménages résidents sans déplacés et ceux qui hébergent des déplacés ; ces derniers ont une plus haute prévalence d'insécurité alimentaire sévère, suivis par les retournés. Si on agrège les trois catégories de statuts (résident qui hébergent des déplacés, retournés et déplacés), l'insécurité alimentaire sévère monte à 2.1% contre 0.9% des ménages résidents sans déplacés.

La difficulté à repérer les ménages de déplacés et retournés suggère que la plupart des ménages déplacés ont effectivement quitté le Burundi¹¹ et que ceux qui restent à l'intérieur sont éparpillés et hébergés par la communauté hôte. Le fait qu'il n'y ait pas de différences substantielles parmi les quatre statuts pour la vaste majorité des indicateurs d'insécurité alimentaire et nutrition pourrait autrement suggérer qu'un certain nombre de ménages de déplacés et retournés auraient délibérément caché leur réel statut pour des raisons de sécurité. Cependant il est clair que le caractère spécial de déplacé, de retourné et d'accueil de déplacés est un facteur essentiel à l'insécurité alimentaire du ménage de par la perte de contrôle sur les traditionnels moyens d'existence ou la pression sur les ressources dans le dernier cas.

Graphe 3 : Tendances de l'insécurité alimentaire par statut de résidence de ménage (valeurs indicatifs pour résidents avec déplacés, déplacés et retournés)



Les ménages de petite taille – composés par 1 ou 2 membres au maximum – sont plus touchés par l'insécurité alimentaire (34.4%) contre 19.5% des ménages de moyenne (3 à 5 membres) ou grande taille (6 à 8 membres). Enfin, seulement 16.1% des ménages de très grande taille (9 ou plus membres) sont en insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire affecte en particulier les couches sociales les plus vulnérables ou les ménages ayant une plus faible capacité de résilience, y inclus un nombre limité de sources de revenu. Par exemple, les ménages gérés par une femme ont une plus haute probabilité d'être en insécurité alimentaire (22.7%) par rapport aux homologues ayant un chef de ménage masculin (18.6%). Une proportion similaire avait été observée en février 2014 lorsque 24.3% des ménages gérés par une femme étaient en insécurité alimentaire contre 22.7% des hommes. A Kirundo, Cibitoke et Bujumbura mairie il y a une corrélation statistiquement significative entre le sexe du chef de ménage et le nombre de sources de revenu. Les ménages gérés par des femmes (et souvent monoparentaux)

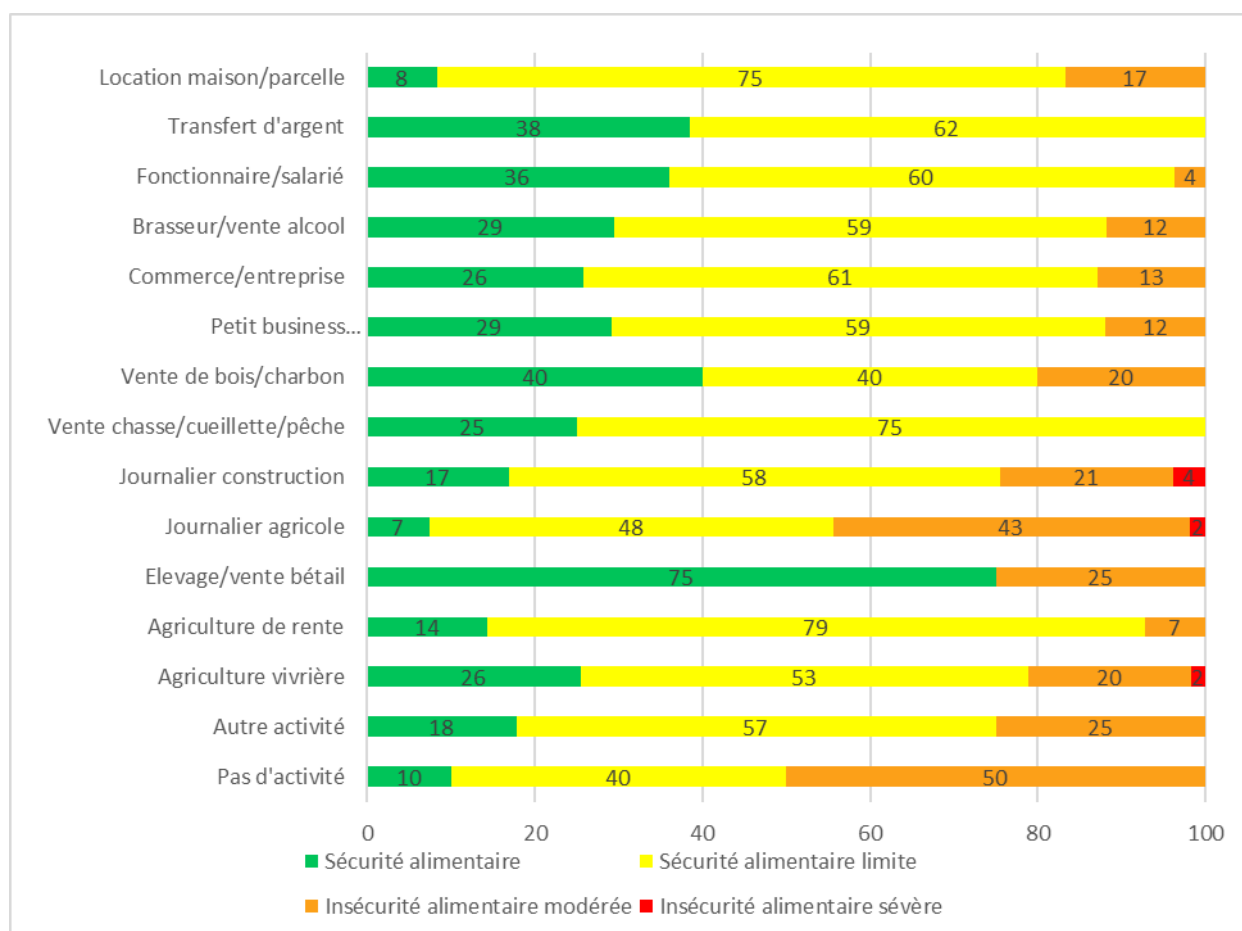
¹¹ 216,000 réfugiés burundais se trouvent dans les nations voisines, 15 Novembre 2015 (UNHCR)

sont normalement plus exposés à l'insécurité alimentaire car ils ont un revenu inférieur. Il est également important de souligner qu'à Bujumbura mairie, les ménages en insécurité alimentaire gérés par des femmes semblent avoir été plus affectés par l'instabilité socio-politique. Les ménages en insécurité alimentaire gérés par des femmes ont dépassé leurs homologues gérés par des hommes (10.4% contre 7.8%), en renversant ainsi les tendances de 2014 lorsque les chefs de ménages hommes étaient plus exposés à l'insécurité alimentaire (13% contre 11.8% des femmes).

Les ménages ayant un chef de ménage veuf (ve) sont plus exposés à l'insécurité alimentaire (24.2% d'entre eux) contre 18.5% des ménages gérés par un chef marié monogame, le statut le plus commun. Enfin, la présence d'handicapés et de malades chroniques a un impact sur le niveau de sécurité alimentaire (23.8% et 29.4% respectivement contre 18.1% des autres ménages), vu les dépenses additionnelles pour soins et la réduction du nombre de sources de revenu qui normalement accompagne cette situation.

La principale source de revenu influence également la sécurité alimentaire des ménages. En effet, les ménages les plus en insécurité alimentaire sont soit ceux n'ayant pas d'activité lucrative (50% d'insécurité alimentaire), soit ceux ayant pour principale source de revenu une activité journalière telle que la vente de main d'œuvre agricole (45% d'insécurité alimentaire), vente de main d'œuvre de construction (25%) ou encore la pratique de l'agriculture vivrière (25%). La précarité et l'instabilité de ces emplois qui concernent une grande partie de la population burundaise, ont un impact direct sur l'insécurité alimentaire des ménages. A contrario, les ménages dont les membres actifs sont fonctionnaires ou salariés sont dans 96% des cas en sécurité alimentaire.

Graphe 4 : Insécurité alimentaire selon la source de revenu principale



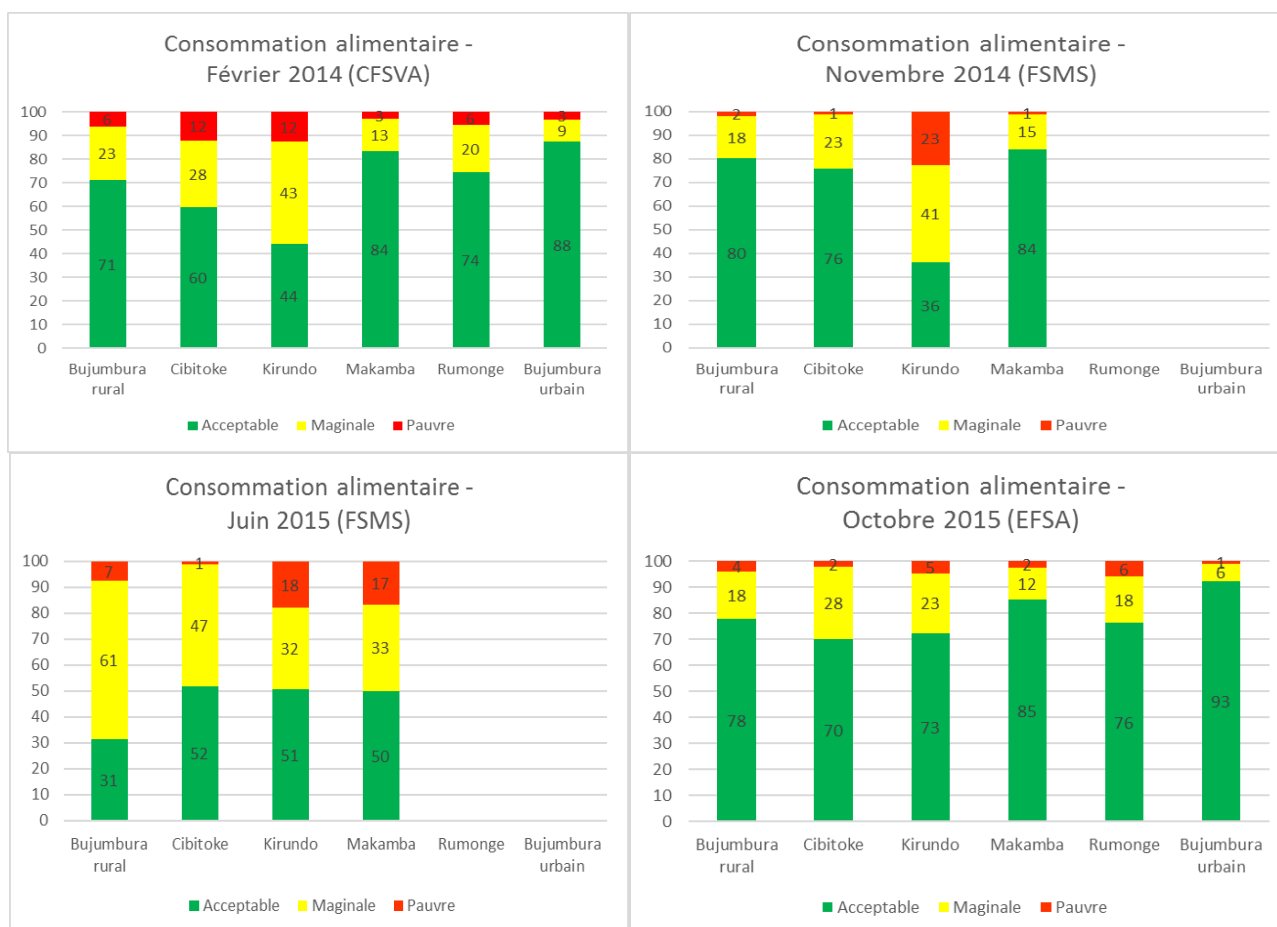
3. Evolution de la consommation alimentaire

3.1. Score de Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est estimée par le score de consommation alimentaire, un indicateurs proxy de la fréquence et de la diversité alimentaire sur une période de rappel de 7 jours.

On constate que la situation de juillet 2015 où près de 50% des ménages avaient une consommation alimentaire marginale à pauvre s'est améliorée.

Graphe 5 : Evolution du score de consommation alimentaire par province de Fév 2014 à Oct 2015



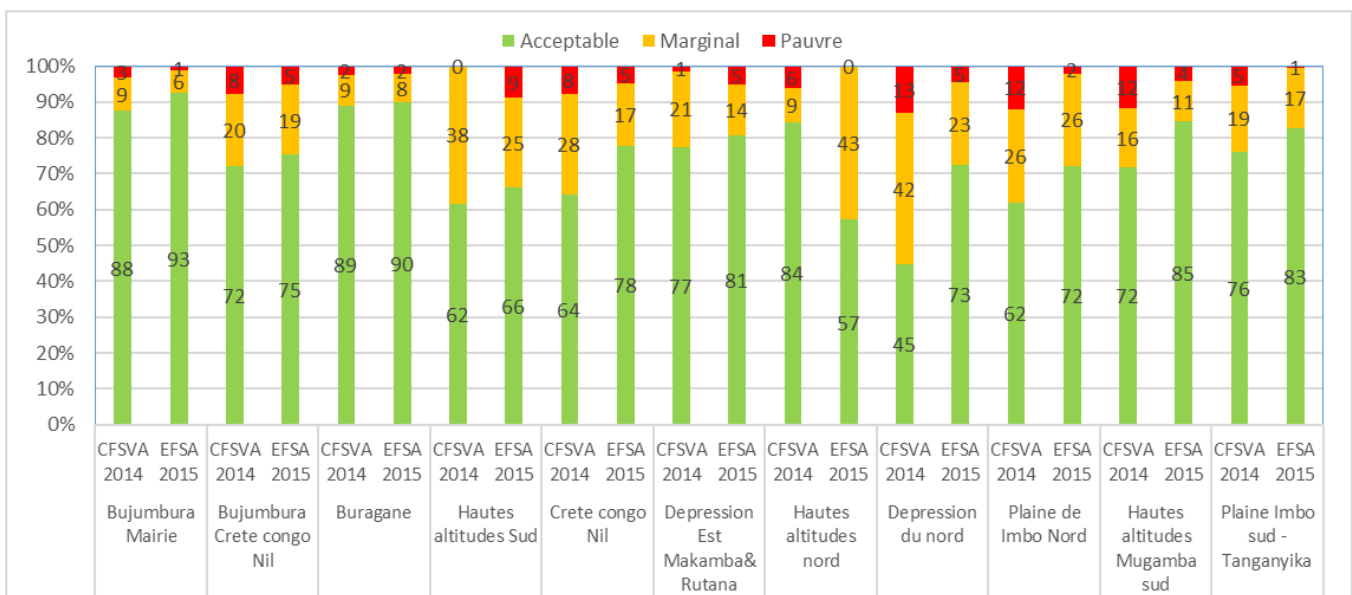
En effet, en octobre 2015, plus de 70% des ménages des 5 provinces enquêtées ont une **consommation alimentaire acceptable**. Ce taux augmente à plus de 90% pour la Mairie de Bujumbura. Dans la commune de Kirundo, le taux de consommation alimentaire pauvre a diminué de 18% en juillet 2015 à 5% en octobre 2015. Cependant, les communes de Bugabira, Busoni, Ntega et Vumbi de cette province présentent plus de 30% de ménage avec une consommation alimentaire limite.

Au niveau communal, les taux de consommation alimentaire pauvre atteignent 11% à Mugongomanga (Bujumbura rural), 10% à Bugarama (Rumonge) ainsi qu'à Busoni (Kirundo). Les communes de Nyabiraba (Bujumbura rural), Bukinanyana (Cibitoke) ont plus de 40% de consommation alimentaire marginale.

Dans la Mairie de Bujumbura¹², le quartier de Buterere est le plus touché avec 6% de consommation alimentaire pauvre. Le quartier de Kamenge présente 23% de consommation alimentaire marginale.

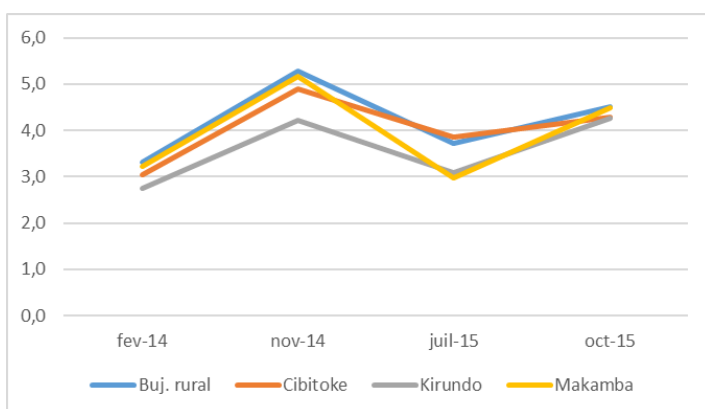
Au niveau des zones de moyens d'existence, on constate que les consommations alimentaires acceptable et limite se sont améliorées dans la plupart des régions de zones de moyen d'existence, à l'exception des **hautes altitudes nord** où le taux de consommation alimentaire limite a augmenté de 9% à 43% entre février 2014 et octobre 2015. Il faut remarquer également que le taux de consommation alimentaire pauvre est en hausse dans les **hautes altitudes sud** (de 0 à 9%) et la **dépression de l'est** (de 1 à 5%). Le taux de consommation alimentaire pauvre a cependant bien diminué dans la dépression du nord (de 13% à 5%).

Graphe 6 : Evolution de la consommation alimentaire en fonction des zones de moyens d'existence



3.2. Diversité alimentaire

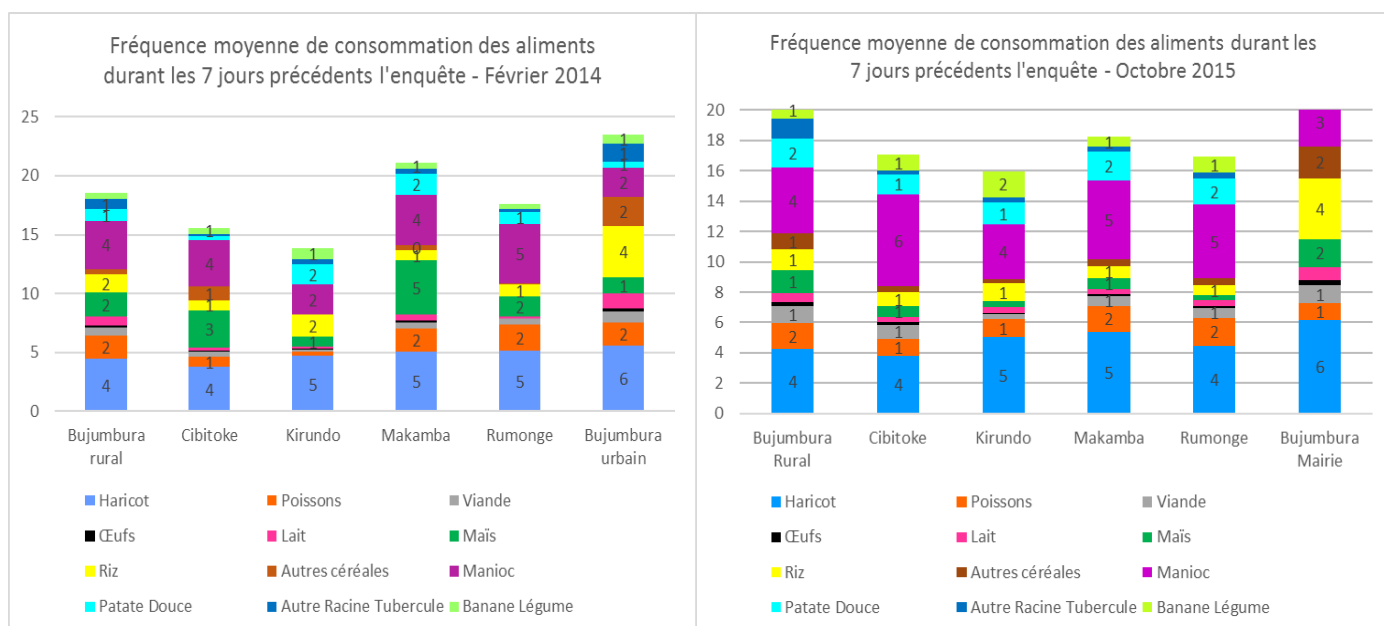
Graphe 7 : Evolution du score de diversité alimentaire



La diversité alimentaire est un indicateur proxy de la qualité nutritionnelle dans le sens où il prend en compte le nombre de groupes d'aliments consommés au cours des 24 dernières heures. L'indice de diversité alimentaire qui avait chuté en juillet dernier est en hausse (4,4 en moyenne pour les provinces enquêtées). Et 46% des ménages ont une diversité alimentaire supérieure à 4, c'est-à-dire que ces ménages consomment plus de 4 groupes alimentaires sur une journée.

¹² Les quartiers de Mutakura, Cibitoke et Ngagara n'ont pu être enquêtés pour des raisons de sécurité

Graphe 8 : Fréquence moyenne de consommation des aliments au cours des 7 derniers jours – CFSVA (Février 2014) – EFSA (Octobre 2015)



En considérant à présent une période de rappel de 7 jours, en octobre 2015, le manioc est le **féculent de base** (consommé 4 à 6 jours par semaine) dans les provinces alors que le riz (4 j/semaine) et les autres céréales telles que le blé ou le maïs (4j/semaine) sont préférés dans la Mairie de Bujumbura.

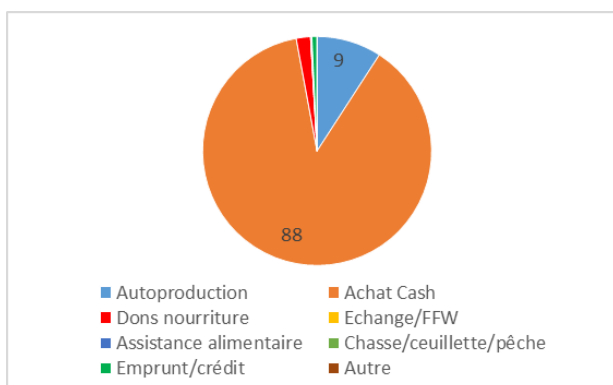
Par rapport à l'enquête CFSVA de février 2014, on observe un remplacement de la consommation du maïs à Makamba (5 à 1j/semaine), Cibitoke (3 à 1j/semaine) et Kirundo (1 à 0,4j/semaine) par la consommation de manioc, de patate douce et de banane légume. La consommation de manioc, aliment moins cher mais moins nutritif, est passée de 4 à 6j/semaine à Cibitoke, de 2 à 4j/semaine à Kirundo et également de 2 à 3j/semaine dans la Mairie de Bujumbura. La consommation de banane légume a également augmenté passant en moyenne de 0,5 j/semaine en février 2014 à 1,5 j/semaine en octobre 2015.

Le haricot reste la principale source de protéines consommé entre 4 à 6 jours/semaine. Les viandes et poissons sont consommés en moyenne 2 jours/semaine. La fréquence de consommation des groupes riches en protéines n'a pas tellement varié par rapport à février 2014.

En conclusion, même si l'indice de diversité alimentaire augmente, on constate qu'au sein du groupe des féculents, les aliments les plus nutritifs sont remplacés par des aliments moins nutritifs car moins chers ou plus accessibles.

3.2. Source d'alimentation

Graphe 9 : Source d'approvisionnement en aliment – octobre 2015 (EFSA)



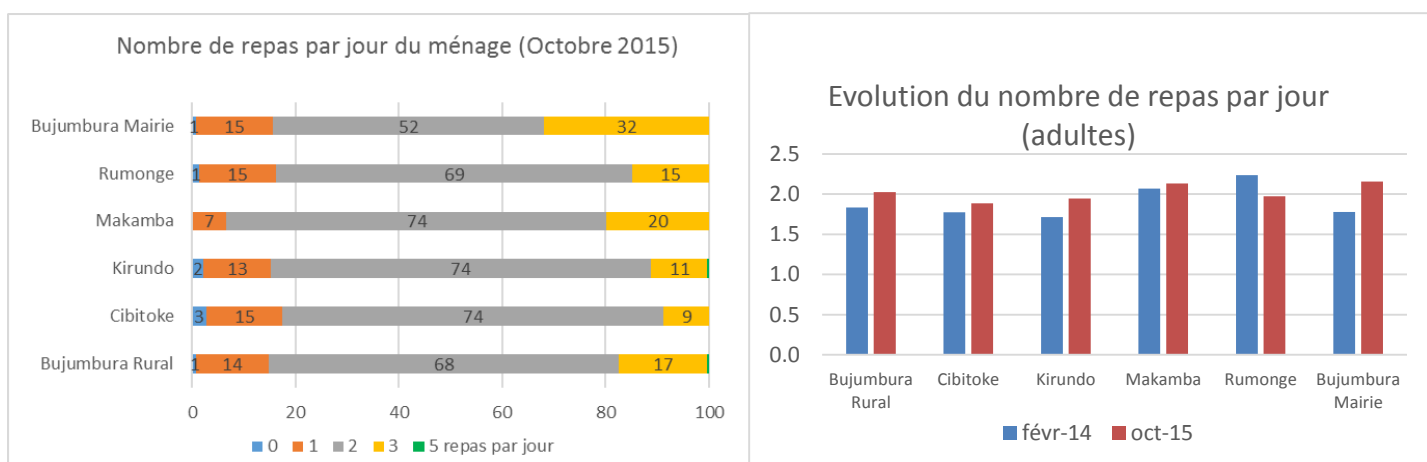
En février 2014, il avait été constaté que les ménages avec une consommation alimentaire acceptable consommaient principalement des aliments achetés. Les ménages avec une consommation alimentaire marginale consommaient essentiellement leurs propres productions tandis que les ménages avec une consommation alimentaire pauvre s'approvisionnaient grâce aux dons, au troc ou au travail contre de la nourriture.

En octobre 2015, la tendance est plutôt à l'achat des aliments avec peu de distinction entre les groupes de consommation alimentaire. Il faut ici considérer que les ménages sont en pleine période de soudure et n'ont donc plus de stock alimentaire.

3.3. Nombre de repas par jour

Le nombre de repas par jour varie peu au cours des saisons. La majorité des ménages prennent 2 repas par jour. On constate une diminution sensible du nombre de repas pour la province de Rumonge.

Graphe 10 : Nombre de repas par jour par province (Octobre 2015/ Février 2014)

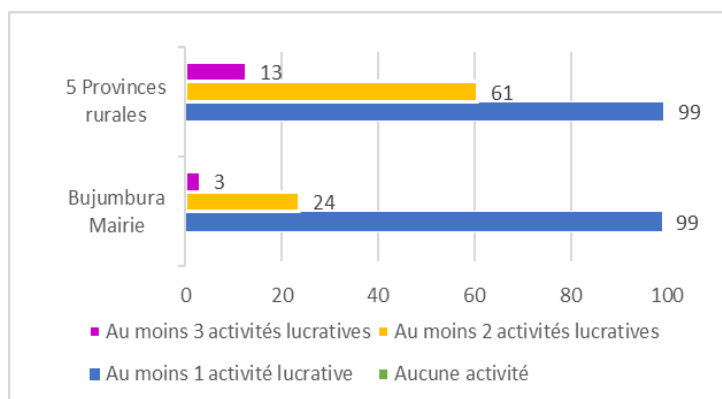


La tendance d'une consommation alimentaire favorable pourrait avoir plusieurs explications. Tout d'abord il est à remarquer que l'année agricole 2014 (saisons A et B) dans la plupart des provinces enquêtées n'avait pas été favorable en termes de productions. De plus, l'enquête FSMS de juillet 2015 a été conduite pendant le pic d'instabilité dans les provinces qui ont fait l'objet de l'enquête. Dans la même période a été observé un pic de déplacement des personnes des provinces de l'intérieur vers les pays voisins ou en interne.

Par la suite, les prix des denrées alimentaires se sont stabilisés, bien que sur des niveaux très élevés, grâce à l'injection des productions de la saison 2015B dans les marchés. Les résidents des provinces rurales enquêtés pourraient donc avoir profité des stocks additionnels provenant de la vente sur pied des déplacés avant de quitter leurs villages, ainsi que de la stabilité prolongée des prix sur les marchés dus à une forte récolte précoce de la part des déplacés en juin. La tendance favorable du score de consommation alimentaire pourrait donc se justifier du fait que la grande majorité des ménages enquêtés est composée de personnes ayant statuts de résidents.

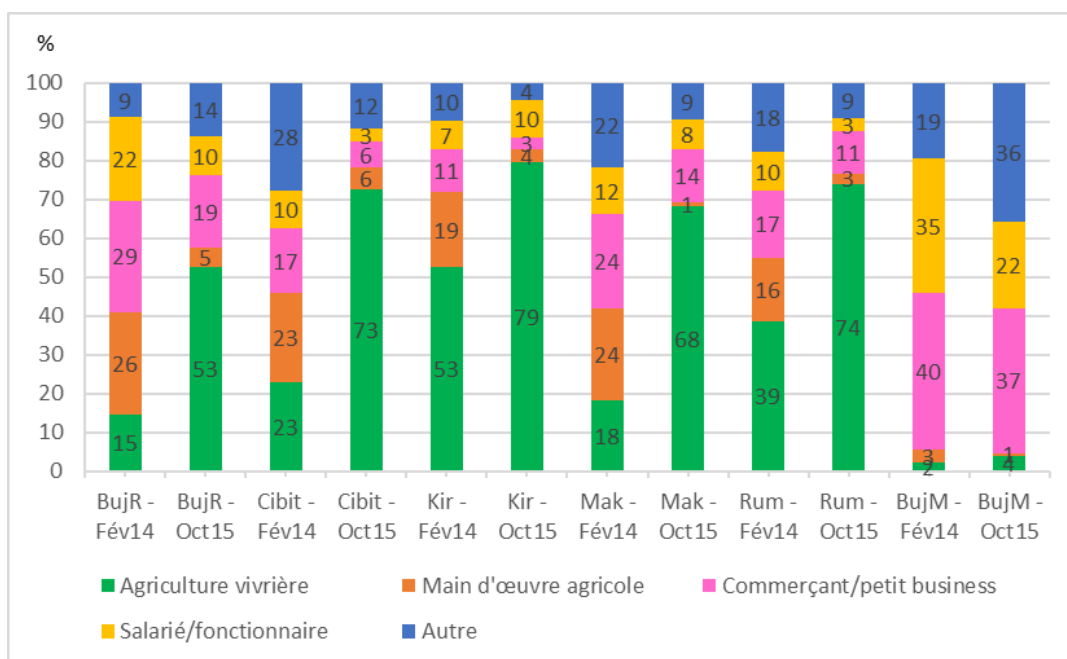
4. Source de revenus

Graphe 11 : Nombre de source de revenu des ménages



En octobre 2015, 61% des ménages ruraux (5 provinces enquêtés) ont au moins 2 activités génératrices de revenus. La principale activité est l'agriculture vivrière (53 à 74% des ménages) qui contribue en général à 60-70% du revenu du ménage. La deuxième activité, lorsqu'elle existe est souvent une petite activité de commerce. Seulement 13% des ménages ont une troisième activité.

Graphe 12: Principales sources de revenus des ménages - Février 2014/Octobre 2015



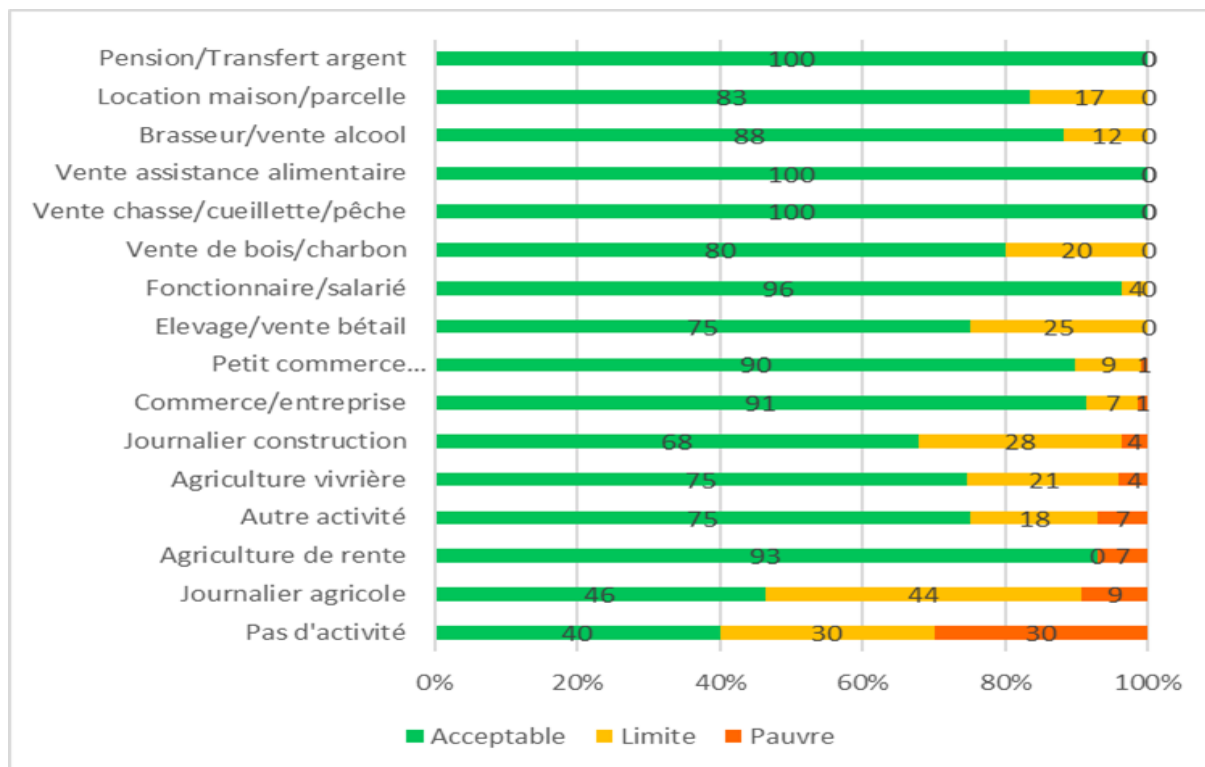
En Mairie de Bujumbura, la principale activité est le commerce/petit business (37% des ménages) ou une activité salariale (22% des ménages). A peine 24% des ménages ont une deuxième activité, en générale un petit commerce.

Les principales sources de revenu ont quelque peu changé entre février 2014 et octobre 2015. En effet en février 2014, la principale source de revenu était beaucoup plus diversifiée qu'en octobre 2015. Il y avait notamment beaucoup plus de vente de main d'œuvre agricole (16 à 26% des ménages) et d'activités commerciales (11 à 30%) qu'aujourd'hui.

La source de revenu a un impact sur la consommation alimentaire des ménages. Les ménages dont la principale activité est liée à l'agriculture ont beaucoup plus de chance d'avoir une consommation alimentaire pauvre ou limite. Plus de la moitié des ménages vivant principalement de la vente de main d'œuvre ont une consommation alimentaire limite (44%) ou pauvre (9%). Cela représente un tiers des ménages vivant de la vente de main d'œuvre pour la construction. On remarque également

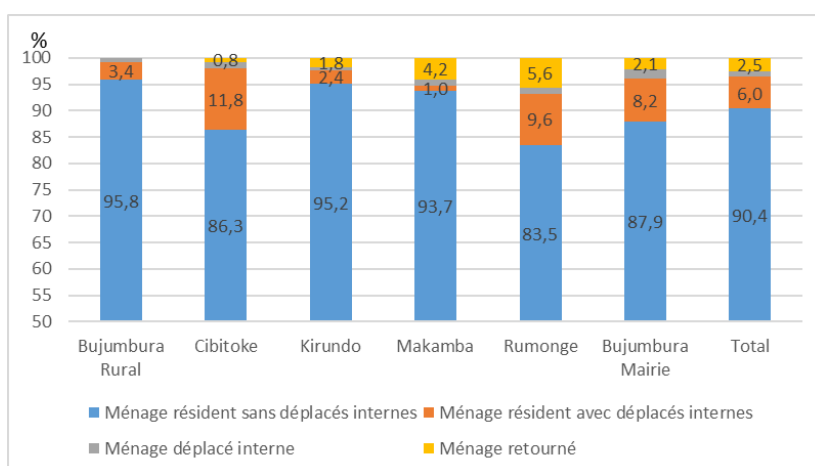
que 25% des ménages pratiquant principalement l'agriculture vivrière ou l'élevage ont une consommation alimentaire non acceptable. Les commerçants s'en sortent mieux avec 90% de ces ménages avec une consommation alimentaire acceptable. De même pour les salariés (96%). Ces deux catégories d'activité fournissent une source de revenu plus régulière et plus constante, ce qui a un impact direct sur la consommation alimentaire de ces ménages.

Graphe 13 : Consommation alimentaire et source de revenu – octobre 2015



5. Migration et déplacement

Graphe 14 : Répartition des ménages selon leur statut de résidence.

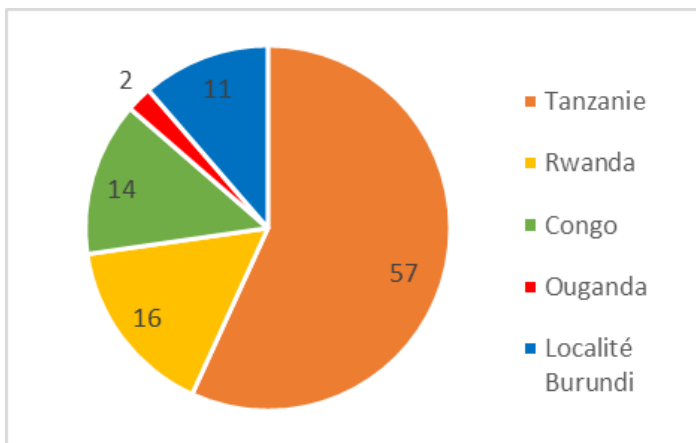


Ainsi 96% des ménages enquêtés sont des **ménages résidents** et 6% d'entre eux accueillent des personnes déplacées internes. Ce taux s'élève à 15% pour les provinces de Rumonge et de Cibitoke (jusqu'à 25% pour la commune de Buganda). Dans la mairie de Bujumbura, un ménage sur huit dans les quartiers de Buterere, Gihosha et Kinama accueille des déplacés internes.

Les discussions avec les groupes de concertation font état davantage de proportion de ménages ayant accueilli des déplacés intérieurs dans certains quartiers de la ville de Bujumbura avec 30% à Kinindo, 20% à kinama, 15% à kanyosha, 13% à kamenge et 12% à Musaga. Près de 20% des ménages de Bujumbura Mairie ont recueilli des **enfants non-accompagnés**. Ce taux s'élève à plus

de 25% des ménages pour les quartiers de Kamenge, Kinama, Kinindo et Buterere qui ont recueilli un à deux enfants en moyenne.

Graphe 15: Origine des ménages retournés

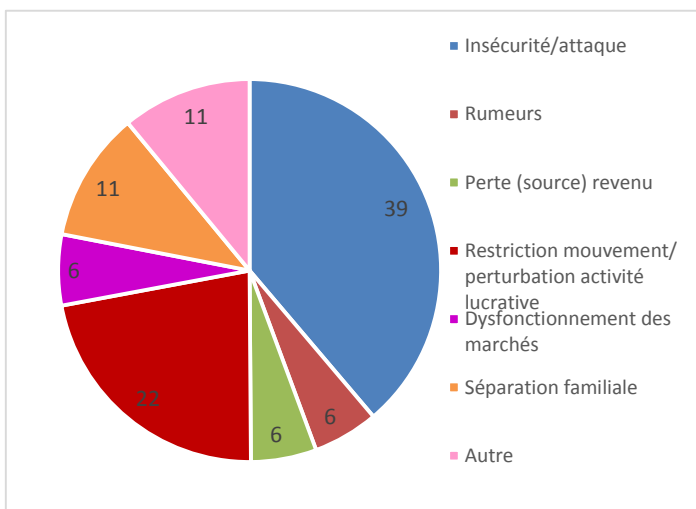


2,5% des ménages enquêtés sont des **retournés**. La moitié est revenue de Tanzanie, reviennent du Rwanda, Congo ou Ouganda et les autres reviennent d'une localité interne au Burundi. Ils sont principalement relocalisés dans les communes de Rumonge (11 ménages enquêtés) et de Nyanza-lac (10 ménages) ou encore répartis dans la province de Kirundo (6 ménages) ou les quartiers de Bujumbura Mairie (6 ménages). La plupart des ménages

retournés dit n'avoir rien perdu au cours de leur retour. Quelques-uns mentionnent la perte de biens domestiques.

Les informations des FG confirment à 2,6% la proportion des ménages retournés et allant jusqu'à 6,7% dans la mairie de Bujumbura et les retournés reviennent aussi bien des localités intérieures (29%) que des pays limitrophes 29% de la Tanzanie et 23% du Rwanda.

Graphe 16: Raison du déplacement interne



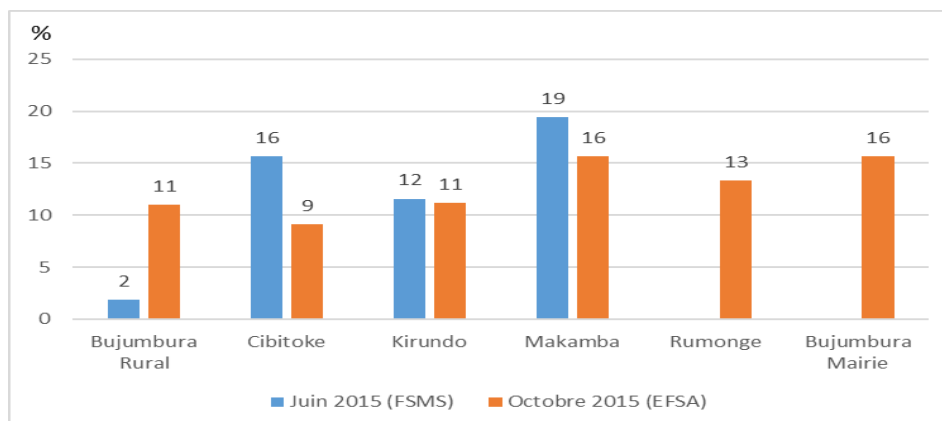
Les **ménages déplacés internes** ne constituent que 1% de l'échantillon de l'enquête (soit 18 ménages). Ces ménages sont originaires principalement de Bujumbura mairie (4), Buja rural (3), Makamba (4), Cibitoke (2), Kirundo (2), de la région du centre (3). La majorité de ces ménages ont quitté leur lieu d'origine entre avril et septembre 2015 pour des raisons d'insécurité ou de rumeur (45% des cas), à cause d'une perturbation de leur activité lucrative (30% des cas) ou pour d'autres raisons de types familiales (15%).

A la base de ces déplacements les entretiens avec les FG révèlent que dans 73% des cas, **l'insécurité** est mentionnée suivie de **l'absence d'opportunités de travail** dans 21% des cas.

Par ailleurs il est tout à fait logique de trouver très peu de déplacés intérieurs en tant que ménages et en dehors de sites de déplacés sauf si le ménage déplacé en question a un pouvoir économique lui permettant de louer une maison dans la zone d'accueil. En général, les ménages déplacés se fondent dans les ménages d'accueil et sont recensés dans les ménages hôtes.¹³

¹³ Au vu du contexte socio-politique, certains ménages n'évoqueront pas le fait qu'ils accueillent des personnes déplacées chez eux.

Graphe 17: Pourcentage de ménages dont un membre a quitté le foyer au cours des 6 derniers mois



En juin 2015, environ 30% des ménages repères pour l'enquête FSMS n'avaient pas été interrogés parce qu'absents au moment de l'enquête (surtout dans les provinces de Makamba, Rumonge et Kirundo). La **migration d'un membre du ménage durant les six derniers mois** avait été rapportée par plus de 10% des ménages de Kirundo, Cibitoke et près de 20% à Makamba. La raison principale à la base des déplacements des membres de la famille était la recherche des opportunités de travail dans plus de 80% des cas. Cependant l'insécurité était évoquée dans 21% des cas dans la dépression du Nord (province de Kirundo) et dans 16.7% des cas dans la plaine de l'Imbo. L'insécurité était la raison de l'abandon scolaire pour 35% des ménages de Kirundo.

En octobre 2015, les taux de migration d'un membre du ménage ont diminué pour la province de Cibitoke et ont par contre augmenté pour la province de Bujumbura rural (11% des ménages). Ils sont aux alentours de 15% pour les provinces de Makamba, Rumonge et Bujumbura Mairie. Au niveau communal, ce phénomène concerne plus d'un ménage sur cinq (20%) dans les communes de Kibago et Nyanza-lac (Province de Makamba), Bukynanyana (Cibitoke), Kirundo (Kirundo), Bugarama (Rumonge) ainsi que dans les quartiers de Kinindo, Kinama, Gihosha de la Mairie de Bujumbura.

Face aux résultats présentés, il est enfin important de souligner que dans le contexte actuel de sécurité, le déplacement est un sujet extrêmement délicat présentant des risques de protection pour les concernés. De ce fait, l'enquête pourrait avoir subi un biais dû au manque de confiance des répondants qui préfèrent ne pas avouer leur réel statut de résidence.

6. Principaux Chocs

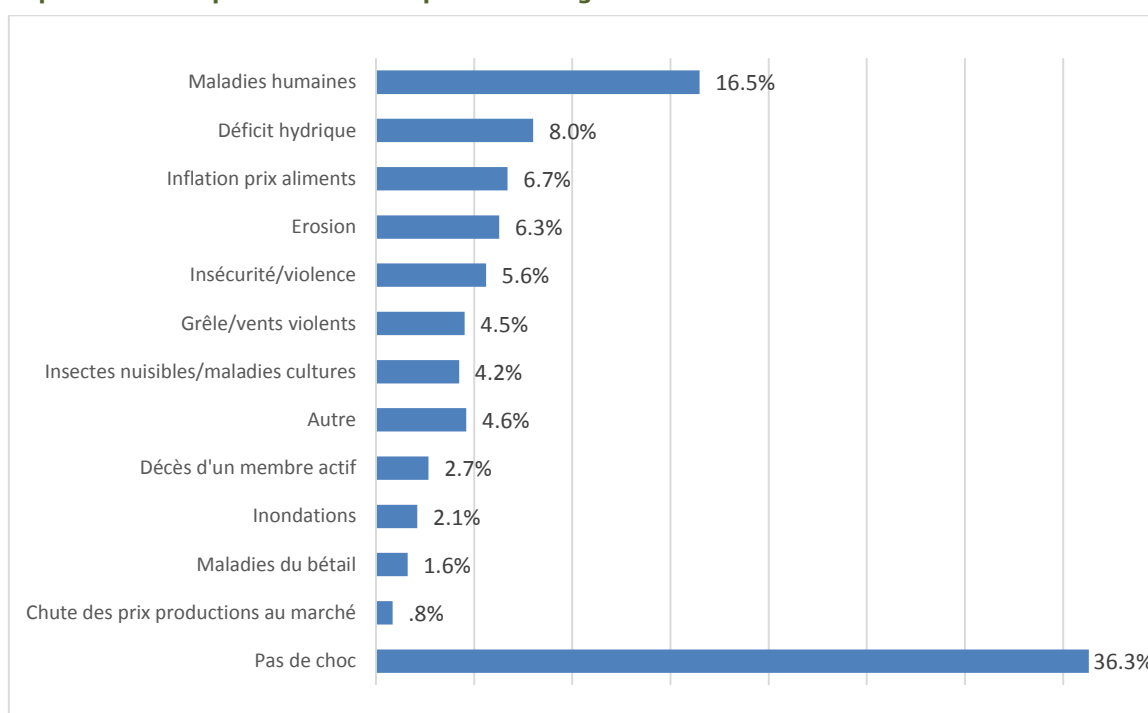
Presque deux tiers des ménages enquêtés ont affirmé avoir subi au moins un choc au cours des six mois précédant l'enquête. Cette valeur est légèrement supérieure au 39.4% au niveau national observé par l'enquête CFSVA en février 2014. Les ménages ayant subi au moins un choc au cours des trois mois précédant l'enquête sont plus exposés à l'insécurité alimentaire (23.5% d'eux en sont touchés) par rapport aux autres ménages (15.3%). Ces résultats sont corroborés et même renchérissés par les discussions avec les groupes de concertation (focus groups) quand ils déclarent dans plus de 90% des cas que la principale source de revenus a été affecté par un choc avec une perte allant du partiel au total du moyen d'existence concerné et selon les localités.

Seulement 5.6% ont déclaré avoir été affectés par l'insécurité ou par des épisodes de violence. Pourtant, cela marque une augmentation importante depuis février 2014 lorsque ces facteurs avaient affecté seulement 1.8% de la population. Bujumbura mairie enregistre la plus haute proportion des ménages ayant subi des épisodes de **violence et insécurité** (22%), suivi par Cibitoke et Makamba. Dans 40 et 62% des entretiens avec les focus groups des provinces de Bujumbura rural et de la

mairie de Bujumbura l'insécurité est mise en évidence comme choc prépondérant. Les épisodes de violences à Bujumbura dans les semaines suivant l'enquête pourraient avoir eu déjà un impact ultérieur sur les activités économiques dans la ville ainsi que dans les provinces rurales, notamment à Bujumbura rurale.

Les maladies humaines sont particulièrement fréquentes à Makamba (25% des ménages en sont touchés), Kirundo (20%) et Rumonge (19.4%). Enfin, l'insécurité et la saison de soudure en cours pourraient justifier l'augmentation de la proportion des ménages affectés par la **hausse des prix alimentaires** (6.7%) par rapport à février 2014 (0.6%), lorsqu'on était en pleine récolte. Cela marque une détérioration importante de l'accès économique des ménages à la nourriture. En particulier, Rumonge (10.7% des ménages affectés), Bujumbura mairie (8.2%) et Bujumbura rural (7.5%) ont été plus exposés à la flambée des prix alimentaires.

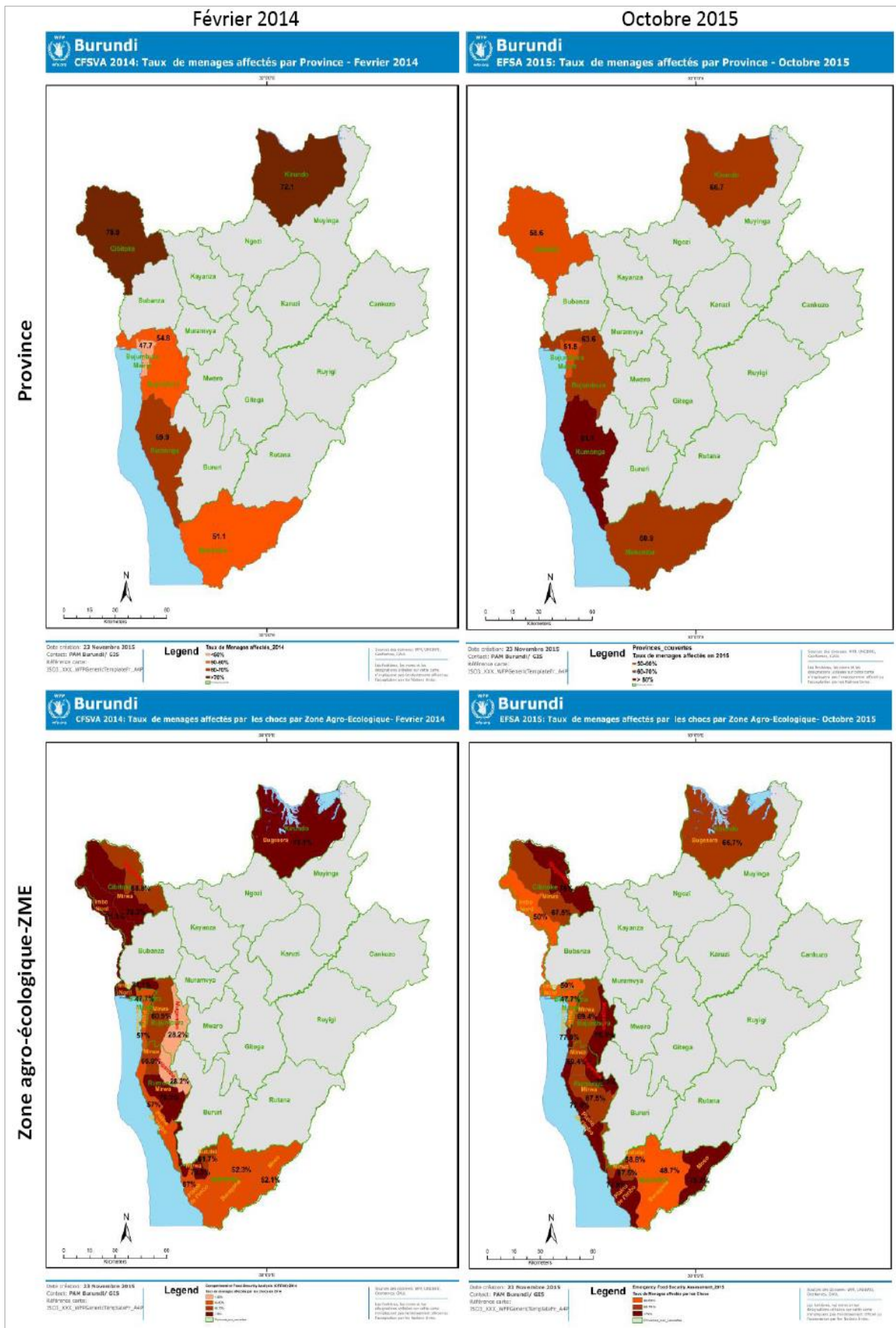
Graphe 18 : Principaux chocs subis par les ménages



Par rapport à février 2014, les provinces de Rumonge (+12%), Bujumbura rural et Makamba (+9%) ont enregistré une augmentation importante de la proportion de ménages exposés à des chocs. Une analyse plus détaillée au niveau des zones agro-écologiques et de moyens d'existence nous montre que l'augmentation dans ces provinces est principalement due à l'exposition supérieure aux chocs dans la zone *Haute Altitude Sud* (+47%), dans la *Plaine de l'Imbo sud* (+21%) et dans la *Crête Congo Nil - latitude Bujumbura* (+9%).

Les épisodes de violence et l'insécurité ont touché une proportion des ménages légèrement plus élevée qu'en 2014 dans la *Pleine de l'Imbo sud* et dans la *Crête Congo Nil* (+2.5%), tandis qu'elle a baissé de 6% dans les zones internes de Bujumbura rural et Rumonge (*Crête Congo Nil -Bujumbura*). Ici les chocs les plus fréquents sont le déficit hydrique (+21% par rapport à 2014), maladies humaines (+15%), hausse des prix alimentaires (+9%) ainsi que la présence d'insectes ravageurs et maladies des plantes (+6%). La zone côtière au sud de Bujumbura (*Pleine de l'Imbo sud*) a enregistré une augmentation des ménages exposés à la flambée des prix des produits alimentaires (+10%), probablement due à l'augmentation de la demande en période de soudure suite à la forte présence des retournés. Les trois zones mentionnées ci-haut enregistrent également l'accroissement le plus important du taux d'insécurité alimentaire.

Carte 3 : Evolution de la proportion des ménages affectés par les chocs par province et par zone agro-écologique et de moyens d'existence



Une large gamme d'effets directs de la crise actuelle a touché presque 28% des ménages dans les six provinces objet de l'enquête. Le Tableau 34 ci-dessous montre le détail des effets de l'instabilité sur les ménages enquêtés. Les données ont une valeur indicative suite au nombre relativement limité de ménages ayant répondu à cette question.

Il est important de mentionner que presque trois ménages sur quatre dans la capitale ont été touchés par la crise, notamment par la contraction des opportunités d'emploi, l'inflation des prix des produits alimentaires ou le déplacement, qui ont affecté presque 62% des ménages. En milieu rural les mêmes impacts ont été observés, bien que de façon moins sévère. Kirundo et Bujumbura rural sont plus exposés à la flambée des prix due aux effets de l'instabilité. Ces provinces, avec Cibitoke, ont enregistré la plus haute proportion des ménages avec des difficultés pour conduire les activités agricoles « normales » suite à un accès limité aux terres dû à l'insécurité. Enfin, à Cibitoke la crise a causé les plus hautes pertes de membres de ménage suite aux violences, ainsi que la plus haute fréquence de vol d'un bien domestique ou productif.

Une approche protectionniste des ménages interrogés vis-à-vis l'enquête pour des raisons de sécurité et discrétion pourrait justifier la faible proportion d'entre eux ayant été directement ou indirectement affectés par le déplacement. De plus, la nature dispersée du déplacement a rendu difficile le ciblage spécifique de l'enquête vers les groupes de déplacés qui avait été initialement prévu.

Tableau 3 : Conséquences de l'instabilité socio-politique et de l'insécurité sur les ménages

Impact instabilité	Bujumbura Mairie	Bujumbura Rural	Cibitoke	Kirundo	Makamba	Rumonge	Total
Non	28.6%	55.6%	73.3%	74.6%	90.9%	88.1%	72.0%
Réduction opportunité emploi	46.4%	13.9%	5.9%	3.0%	1.5%	2.1%	9.6%
Augmentation coût produit première nécessité	10.7%	19.4%	3.0%	7.7%	1.5%	4.1%	6.7%
Accès limité terres cultivables	3.6%	5.6%	5.0%	4.1%	2.3%	1.0%	3.4%
Vois biens ménage	1.2%	2.8%	5.9%	1.8%	1.5%	2.1%	2.4%
Déplacement	4.8%	0.0%	1.0%	3.0%	.8%	0.0%	1.7%
Perte membre ménage	1.2%	1.4%	5.0%	1.8%	0.0%	1.0%	1.7%
Mort cheptel	0.0%	0.0%	0.0%	3.6%	0.0%	.5%	1.1%
Autre	0.0%	1.4%	0.0%	0.0%	1.5%	.5%	.5%
Accueil personnes déplacées	1.2%	0.0%	1.0%	.6%	0.0%	0.0%	.5%
Accès limité services publics	2.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	.5%	.4%

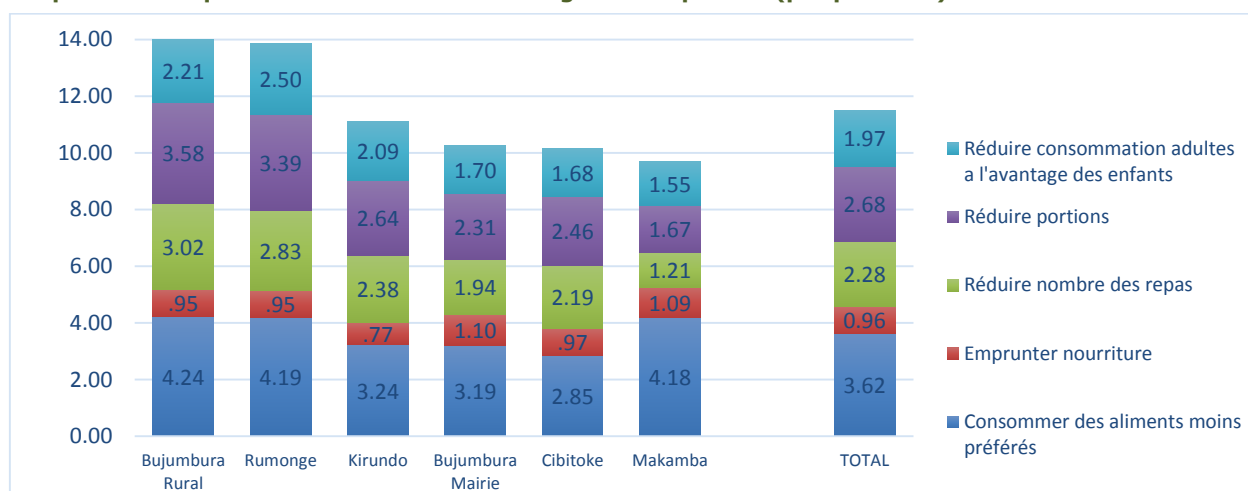
Au niveau des FG et dans 75% des discussions, les événements sociopolitiques de ces derniers temps ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire des ménages. Et les effets ont été particulièrement ressentis dans Bujumbura rural, Makamba et Bujumbura mairie. Les conséquences manifestes se sont principalement traduites dans l'augmentation des prix des produits de première nécessité, dans la perte/réduction des opportunités de revenus et dans les cas de vols et pillages. Les pertes d'opportunités sont particulièrement signalées dans Bujumbura rural et dans Bujumbura mairie tandis que les vols sont signalés à Makamba (67%). La province Cibitoke est la seule à mentionner le problème d'accès aux services de base généralisé.

7. Stratégies d'adaptation

7.1. Stratégies d'adaptation alimentaires

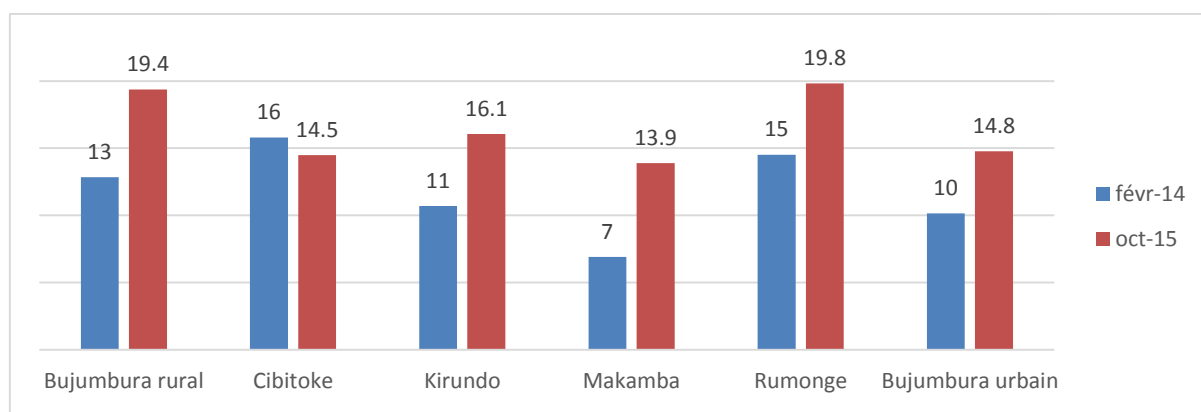
En moyenne, 62% des ménages déclarent avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation alimentaire dans la semaine précédente l'enquête. Selon le graphique 10 ici-bas, la fréquence d'utilisation hebdomadaire des stratégies d'adaptation est plus fréquente dans les provinces de Bujumbura rural et Rumonge. Dans ces provinces, les ménages utilisent moyennement deux stratégies par semaine, contre 1.6 à Kirundo, et 1.5 à Bujumbura mairie et Cibitoke.

Graph 19 : Fréquence d'utilisation des stratégies d'adaptation (par province)



L'indice de Stratégie de Survie (ISS ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la sévérité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. En particulier, l'ISS 'réduit' est un indicateur des difficultés rencontrées par les ménages en termes d'accès à la nourriture et devient par conséquent très intéressant pour estimer les tendances avant et après une situation de crise. L'ISS réduit a augmenté considérablement depuis février 2014, en passant de 11.8 à 16.4 en octobre 2015 dans les six provinces couvertes par l'enquête avec une augmentation plus prononcée dans les provinces de Bujumbura rural, Kirundo et Makamba. Cette tendance est sûrement due en partie à la saisonnalité, vu qu'en octobre le Burundi est normalement en pleine phase de soudure. En vue des bonnes récoltes de la saison 2015B, l'augmentation de l'ISS réduit suggère que l'instabilité aurait joué un rôle clefs limitant l'accès physique et économique des ménages à la nourriture.

Graph 20: Evolution du CSI réduit entre février 2014 et octobre 2015 par région



Bien qu'elle ne soit pas insérée dans le set de mécanismes pour calculer l'ISS, la consommation d'aliments sauvages reste l'une des stratégies d'adaptation les plus communes en milieu rural au Burundi en conditions de crise. Plus de 7% des ménages enquêtés y ont fait recours dans les sept jours précédant l'enquête, avec une hausse à Kirundo (16%).

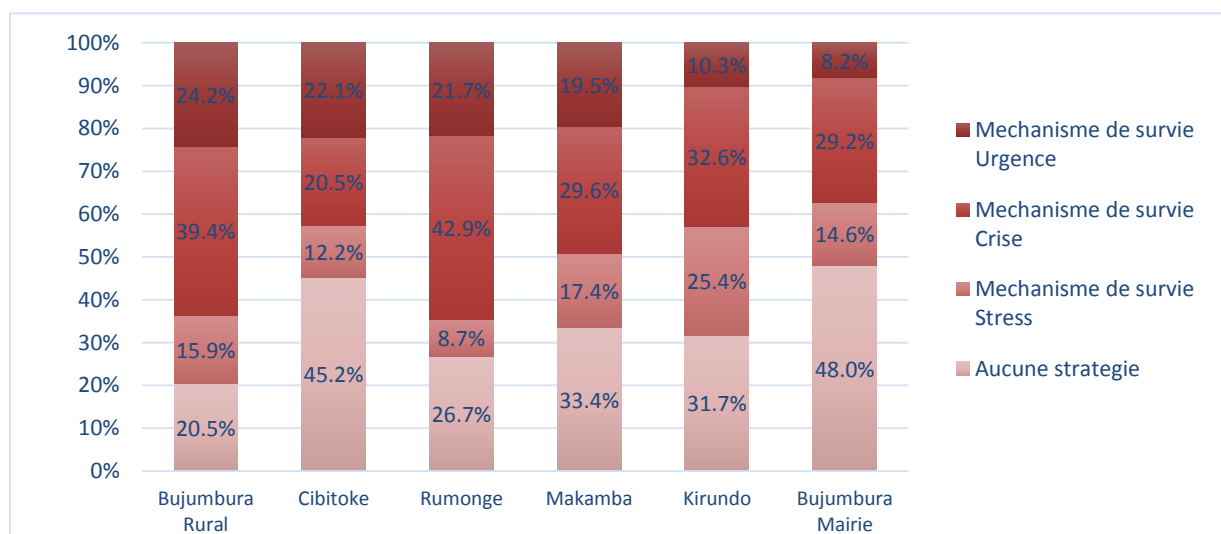
7.2. Stratégies d'adaptation non-alimentaires

Les stratégies d'adaptation non alimentaires concernent le comportement des ménages vis-à-vis de l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et risquent donc d'avoir un impact sur la durabilité des moyens d'existence du ménage dans le moyen à long terme.

Aux fins de l'analyse de la sévérité des stratégies adoptées, chaque ménage est identifié avec la classe de sévérité la plus élevée parmi toutes les stratégies qu'il a adoptées au cours des 30 derniers jours. Globalement, 64,8% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation dans entre septembre et octobre 2015. En particulier :

- **16.6% des ménages ont adopté des stratégies d'urgence**, telles que vendre la maison ou parcelle de terre, vendre les derniers animaux reproductifs, aller mendier.
- **31.6% ont adopté des stratégies de crise**, telles que réduire les dépenses non alimentaires essentielles, réduire les dépenses sur les intrants agricoles ou vendre des biens productifs.
- **16.6% ont adopté des stratégies de stress**, telles qu'emprunter de l'argent, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, vente accélérée (et déstockage) des animaux.

Graphe 21 : Adoption des mécanismes de survie non-alimentaires par province

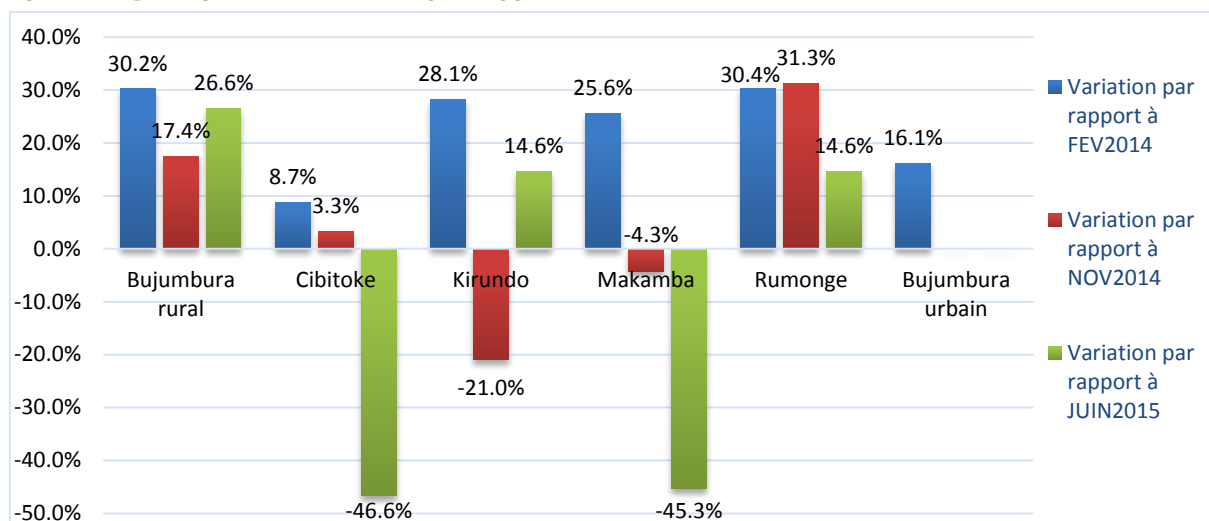


Makamba (9.8%), Cibitoke (16%) et Rumonge (9%) enregistrent les plus hauts pourcentages de ménages ayant vendu leur maison ou parcelle de terre. Cela est corroboré du fait que le plus haut taux de déplacement a été observé dans ces mêmes régions, ainsi que à Kirundo.

Makamba, Rumonge et Kirundo sont également les provinces avec la plus haute adoption de stratégies ayant un impact sur la moyenne d'existence dans le long terme. Moyennement 11.5% des ménages dans ces provinces ont déstocké les animaux (pic à Makamba avec 15.3%) et 10.5% ont vendu les derniers animaux reproducteurs (Makamba, 16%). De plus, dans ces mêmes provinces presque 40% a emprunté de l'argent (pic à Kirundo, 47%), 10.5% a vendu des avoirs productifs (16.3% à Cibitoke) incluant outils et équipements pour la production agricole. L'adoption de ces stratégies soulève des grandes préoccupations quant à la soutenabilité des activités génératrices de

revenus dans le moyen et long terme et notamment à l'impact sur la mise en culture et production finale de la prochaine saison A dans les six provinces objet de l'enquête.

Graphe 22 : variation de la proportion de ménages utilisant des stratégies de survie sévères (crise/urgence) en Octobre 2015 par rapport à Février 2014, Novembre 2014 et Juin 2015.



Depuis février 2014, on observe une augmentation de l'adoption de stratégies de survie de crise et d'urgence (définies comme sévères) dans toutes les provinces, notamment à Bujumbura rural et à Rumonge.

Dans la majeure partie des provinces (notamment Bujumbura rural, Cibitoke, Kirundo et Rumonge) l'instabilité est à la base de l'augmentation de l'adoption de stratégies de survie sévères depuis les mois de novembre 2014 et juin 2015. Ceci est confirmé du fait que les récoltes hautement satisfaisantes en saison 2015 B ne seraient pas un facteur de limitation à l'insécurité alimentaire déclenchant l'adoption de stratégies sévères.

A Kirundo et Makamba on a pourtant observé une diminution des ménages qui font recours à des stratégies sévères depuis Novembre. Cela est principalement dû à une récolte extrêmement mauvaise de la saison 2014 B comme période de référence alors que hors mis la crise actuelle les conditions climatiques avaient été meilleures en 2015 (IPC 2014).

A Makamba, en particulier, le pic du recours aux stratégies sévères de crise et d'urgence se situe dans les premiers mois de déclenchement de la crise entre avril et juin 2015. L'adoption de stratégies sévères aurait baissé ensuite à cause de déplacements massifs de la population hors de la province depuis juin. Il semblerait que les ménages déplacés ont fait recours à ces stratégies avant de partir. Par exemple, l'enquête FSMS de juin avait souligné que 58% des ménages de Makamba, 56% de ceux de Kirundo et 32% de ceux de Cibitoke ont dû procéder à une récolte précoce entre avril et mai. Les populations résidentes n'auraient pas fait recours à ces stratégies en ayant profité de l'effet conjoint de la récolte satisfaisante 2015 B et des stocks additionnels en provenance de la vente sur pied par les déplacés. Enfin, les résidents ont profité de la stabilité des prix des principales denrées sur les marchés due à une bonne disponibilité à partir des récoltes précoces). A Kirundo, le pic d'adoption de stratégies sévères a été observé depuis juin 2015.

Dans l'ensemble des cas (à 94%) les focus groups trouvent que la principale source de revenus a été affecté par un choc récemment avec une perte globale à partielle dans 91% des cas sauf en province Rumonge où la perte est totale dans 44% des cas. A la suite de ces chocs, les FG ont déclaré que les ménages ont déployé des mécanismes de crise et d'urgence dans 72% des cas (et particulièrement dans Kirundo, Bujumbura mairie et Cibitoke ou les cas sont à plus de 90%)

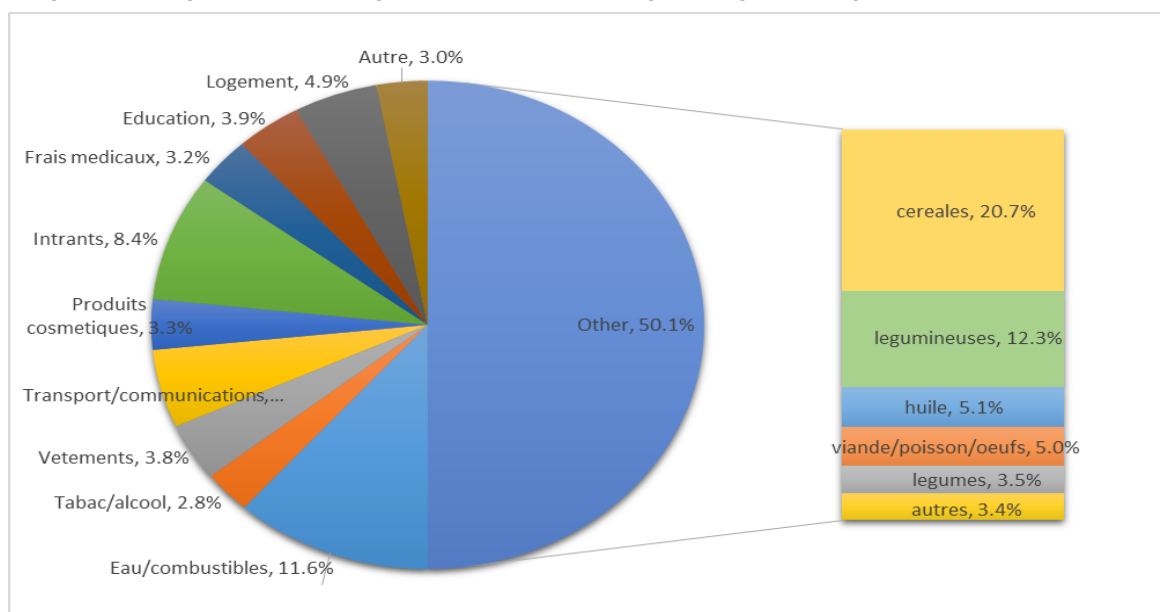
Les mécanismes en question ont principalement trait au recours aux phénomènes d'usure (36% et plus dans Bujumbura mairie, Cibitoke et Makamba), à la réduction des dépenses non alimentaires (dans Rumonge, Bujumbura et Makamba).

8. Dépenses

Les mois de septembre et octobre sont en général des mois de plus fortes dépenses pour les ménages. En effet, cela correspond à la rentrée scolaire et à la préparation de la saison culturale A. On constate cependant, toute province confondue, que 50% du budget des ménages est alloué à l'alimentation. Et ces dépenses sont majoritairement destinées à l'achat de céréales (20.7%), de légumineuses (12.3%) mais très peu pour l'achat de source de protéines d'origine animale (viande, poisson, œuf) ou encore de légumes.

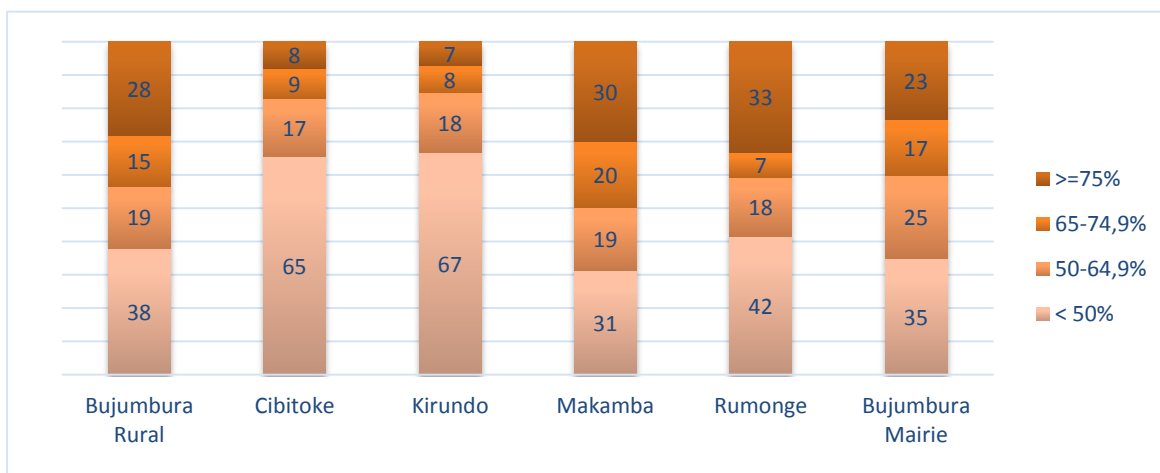
Le budget non alimentaire est surtout consacré à l'achat d'intrants (8.4%), au transport ou déplacement (5.9%), au logement (4.9%) ou encore à l'éducation, notamment avec les frais d'inscription scolaire (3.9%).

Graphe 23 : Répartition des dépenses mensuelles moyennes par rubriques – Octobre 2015

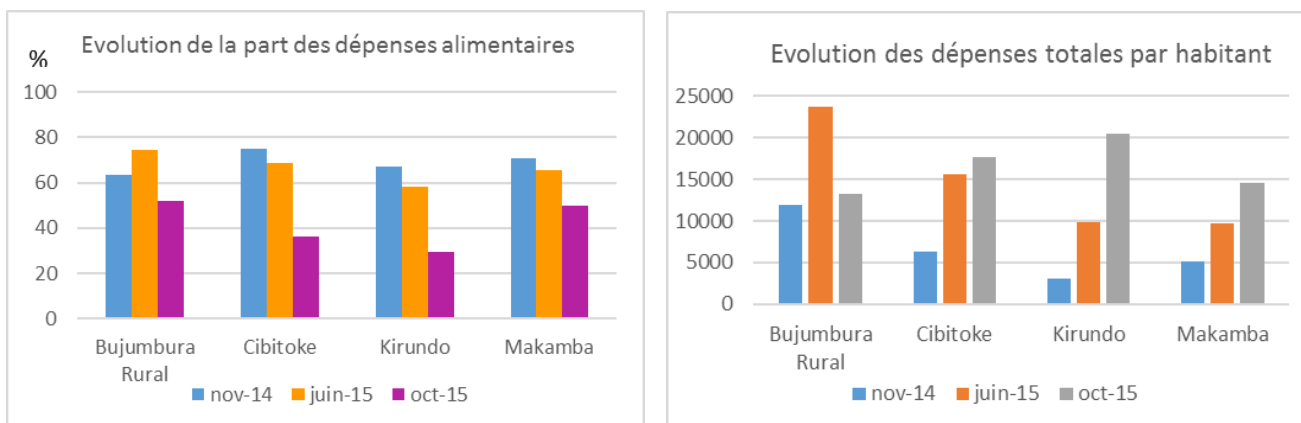


La part des **dépenses alimentaires**, indicateur proxy de la vulnérabilité économique des ménages, semble avoir diminué au cours des derniers mois. Dans les 5 provinces rurales, la part de dépenses alimentaires est inférieure ou égale à 50% des dépenses totales (30% pour Kirundo), ce qui correspond à des ménages peu vulnérables d'un point de vue économique.

Graphe 24: Répartition des ménages selon la part des dépenses alimentaires – octobre 2015



Graphe 25: Evolution de la part des dépenses alimentaires et des dépenses totales par hab.

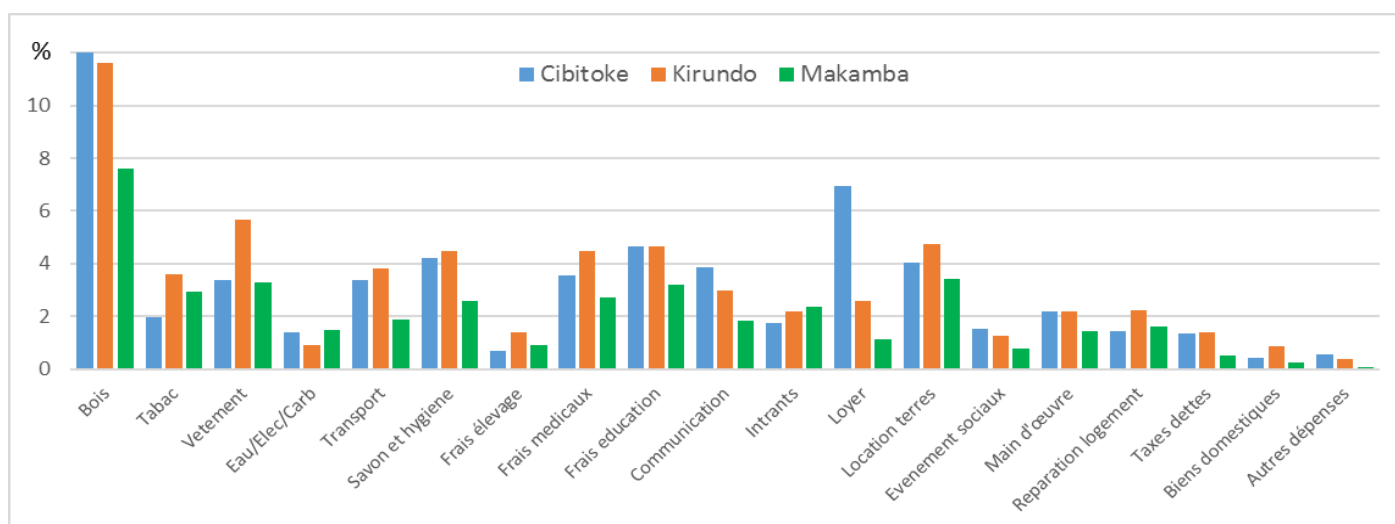


On constate que la part des dépenses alimentaires a fortement diminué depuis novembre 2014, notamment pour les provinces de Cibitoke et de Kirundo (graphe 27). En fait, ce n'est pas tant les dépenses alimentaires qui diminuent mais plutôt les dépenses non alimentaires qui augmentent. Cela se comprend par l'observation de l'évolution des dépenses totales par habitant qui ne font qu'augmenter sauf pour Bujumbura Rural (graphe 37)¹⁴.

De manière générale, la période de l'enquête coïncide avec la période de grandes dépenses pour le ménage à savoir les frais de scolarité (minervals, uniformes), les frais en rapport avec le lancement de la saison culturale (intrants, main d'œuvre, location des terres etc.), la réfection des maisons (graphe 24).

Aux dépenses traditionnelles il faut également ajouter les dépenses liées au financement des déplacements et de loyer surtout pour les ménages directement touchés par les migrations. On observe d'ailleurs une part des dépenses en transport plus élevées pour les communes de Gitobe (6,2%) Vumbi (5,2%) en province de Kirundo et Bukinanyana (6,8%) et Mugina (6,1%) en province de Cibitoke).

Graphe 26 : Part des dépenses non alimentaires pour les provinces de Cibitoke, Kirundo, Makamba



En conclusion, on constate que les ménages ont eu au cours du dernier mois plus de dépenses même si le montant des dépenses alimentaires a tantôt diminué (Bujumbura rural et Cibitoke), tantôt augmenté (Kirundo, Makamba). Une augmentation des dépenses dans le contexte actuel engendre

¹⁴ L'échantillon des enquêtes FSMS ne permettent d'avoir des résultats représentatifs pour la nouvelle province de Rumonge.

une pression supplémentaire sur les moyens d'existence des ménages. Cela doit être considéré comme un indicateur de la vulnérabilité économique des ménages.

L'indicateur de composite de sécurité alimentaire (CARI) tient compte de la part des dépenses alimentaires comme indicateur de vulnérabilité économique. Au vu des résultats obtenus concernant les dépenses des ménages, il faut donc être prudent dans l'interprétation de l'indicateur CARI.

9. Analyse des marchés

L'analyse EFSA a couvert les régions à fort dynamisme de marchés, à commencer par la ville de Bujumbura qui constitue le plus grand centre d'écoulements des denrées alimentaires en provenance des autres provinces dont celles touchées par l'enquête (Makamba, Rumonge, Bujumbura rural, cibitoke et Kirundo).

Tableau 4: Dynamique des marchés

	Bujumbura mairie	Bujumbura rural	Cibitoke	kirundo	Makamba	Rumonge
Bujumbura mairie		Très important	Très important	important	Très important	Très important
Bujumbura rural			moyens	faibles	faibles	moyens
Cibitoke				faibles	faibles	faibles
kirundo					faibles	faibles
Makamba						moyens
Rumonge						

9.1. Accès physique aux marchés

En général, il y a très peu de contraintes d'accès physique aux marchés. Huit ménages sur dix signalent aucune contrainte, 17.3% mentionnent l'éloignement et seulement 1.5% évoquent des problèmes de sécurité.

Sauf dans certaines communes de Bujumbura rural (Isale, Mubimbi, Mukike, Mutambu et Kanyosha) ou l'accès physique semble être problématique en raison du relief combiné aux problèmes contextuels de sécurité, ailleurs l'accès physique n'a pas d'impact négatif sur le fonctionnement du marché. En général le marché le plus proche est, tout au plus, à une heure de marche aller simple pour 76.7% des ménages et il n'y a pas de changement signalés durant les 6 derniers mois

Par contre dans toutes les provinces couvertes par l'enquête, il est unanimement fait mention des changements récents observés dans le fonctionnement des marchés. Les facteurs à la base de ce changement sont principalement ceux liés aux perturbations dans l'approvisionnement des marchés surtout ceux sud-ouest (Makamba et Rumonge) et ceux liés à l'augmentation des prix principalement signalés à Bujumbura, Cibitoke et Kirundo.

9.2. Prix

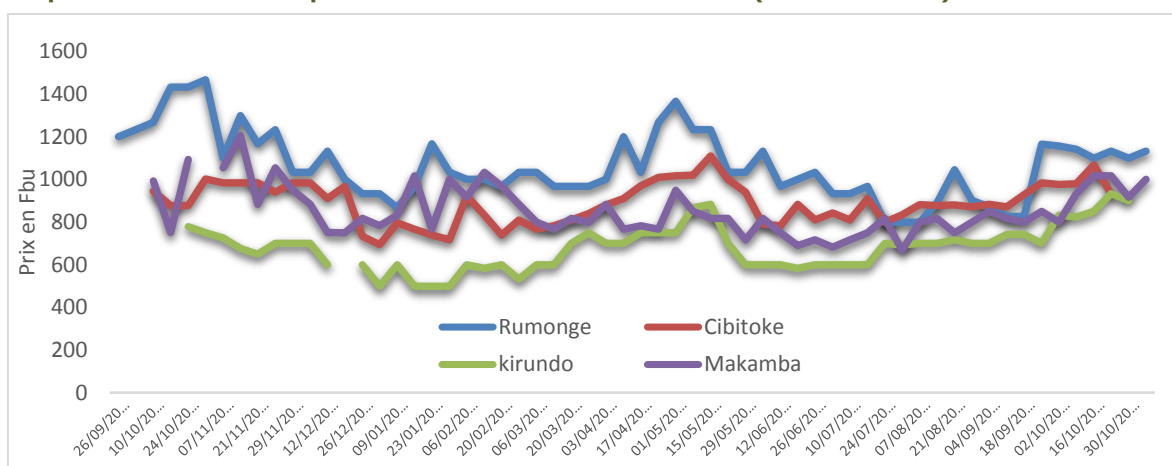
Neuf ménages sur dix estiment que les prix des denrées de base ont augmenté durant les derniers ; Cette augmentation a principalement touché les légumineuses (77% des cas) suivi des féculents (18.6%). L'augmentation des prix au cours des 6 derniers mois est aussi confirmée par les discussions avec les focus groups.

Tableau 5: Denrées les plus affectées par l'augmentation des prix par province - SIP Minagrie: Evolution prix du riz ordinaire (grain court)

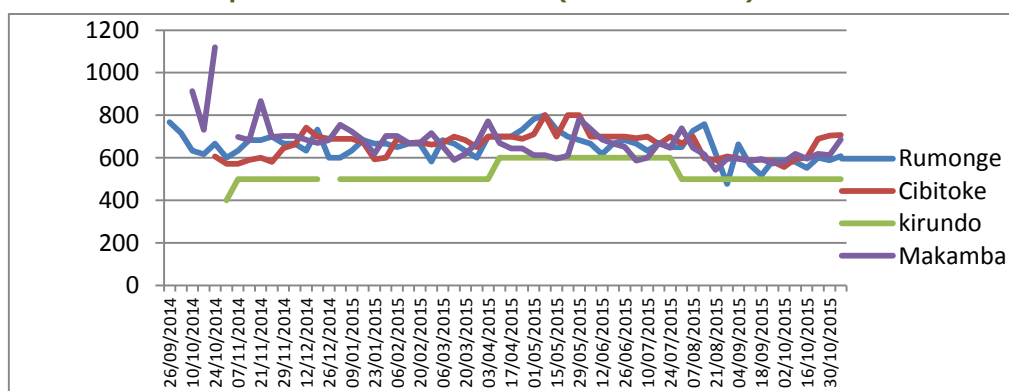
	Bujumbura Rural	Cibitoke	Kirundo	Makamba	Rumonge	Bujumbura Mairie	Ensemble
Cereales/tubercules	0.00	27.27	30.43	0.00	33.33	0.00	18.57
Legumineuses	100.00	72.73	60.87	100.00	55.56	100.00	77.14
Viande/poisson/lait	0.00	0.00	4.35	0.00	0.00	0.00	1.43
Produits de base non alimentaire	0.00	0.00	0.00	0.00	11.11	0.00	1.43
combustible	0.00	0.00	4.35	0.00	0.00	0.00	1.43

Dans plus de 70% des cas cette augmentation des prix des denrées de base est considérée comme normale alors qu'elle est anormale pour 23% des cas. La tendance est la même pour les 6 régions.

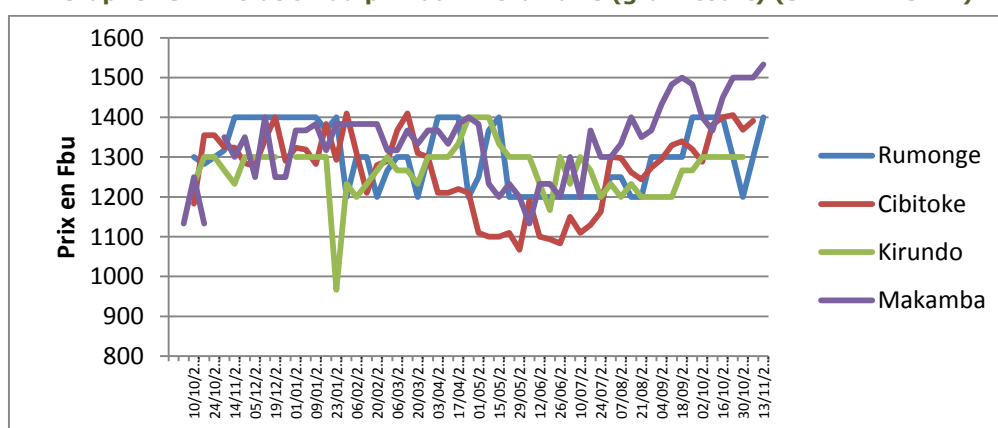
Graphe 27 : Evolution du prix du haricot sur certains marchés (SIP MINAGRIE)



Graphe 28 : Evolution du prix de la farine de manioc (SIP MINAGRIE)



Graphe 29 : Evolution du prix du riz ordinaire (grain court) (SIP MINAGRIE)



Il est clair, d'après aussi bien les résultats de l'enquête et les données secondaires, que les prix des denrées alimentaires sont en augmentation depuis le mois de septembre 2014 avec une inflation alimentaire autour de 5% d'après l'Indice des prix à la consommation (IPC) de l'ISTEEBU. Cependant l'accès économique aux denrées alimentaires semble être beaucoup plus limité par le très faible pouvoir d'achat, particulièrement mis à mal par les pertes d'opportunités monétaires corollaires à la crise, que par le niveau des prix en soi.

Une augmentation spectaculaire sur les prix des denrées alimentaires de base (haricot, maïs et farine de manioc) a été observée à partir des relevées hebdomadaires de novembre 2015 ce qui laisse conclure sur un glissement du pic des prix initialement anticipé pour le mois d'octobre 2015. A titre illustratif;

Le prix de la farine de manioc en novembre a augmenté de 15% par rapport à octobre et de 32% par rapport à septembre 2015 sur le marché de Kirundo.

Le prix de la farine de maïs en novembre a augmenté de 25% par rapport à octobre et de 39% par rapport à septembre 2015 sur le marché de Kirundo. Les mêmes tendances sur Makamba 16% et 33% pour les mêmes périodes.

Le prix du haricot en novembre a augmenté de 38% par rapport à octobre et de 66% par rapport à septembre 2015 sur le marché de Kirundo. Avec une moindre ampleur, les mêmes tendances sont observées sur Makamba 13% et 27% pour les mêmes périodes.

9.3. Disponibilité des denrées alimentaires de base sur le marché

En général, il ne se pose pas de problèmes de disponibilité des denrées alimentaires de base dans les 6 régions d'enquête ; Elles sont toujours disponibles dans l'essentiel des cas sinon parfois disponibles (voir tableau en bas).

Tableau 6 : Disponibilité des denrées sur les marchés

Denrées	Disponibilité	Bujumbura rural	Cibitoke	Kirundo	Makamba	Rumonge	Bja mairie	Ensemble
Mais	Toujours	76.92	89.16	80.98	73.03	74.06	80.26	79.57
	parfois	17.19	7.69	13.88	22.10	17.92	13.27	14.96
Riz	Toujours	96.85	96.49	93.57	87.27	90.09	90.55	92.51
	parfois	2.70	3.16	4.63	10.49	8.02	8.47	6.18
Haricots	Toujours	95.93	96.84	96.66	92.51	94.37	93.83	95.13
	parfois	3.62	2.81	3.08	7.49	5.16	5.84	4.58
Tubercules	Toujours	96.40	94.04	95.12	89.51	91.04	92.86	93.29
	parfois	3.60	5.26	4.88	9.74	8.49	6.82	6.36

Cependant au niveau des importations alimentaires, les focus groups des provinces de Makamba, Cibitoke, Rumonge et Kirundo traditionnellement bénéficiaires directs des échanges transfrontaliers ont signalé une baisse substantielle dans les importations. Les mouvements transfrontaliers en quête des opportunités économiques ont également baissé dans les mêmes proportions. Les céréales sont citées comme les denrées les plus affectées par cette baisse.

Tableau 7 : Estimation de l'évolution des importations alimentaires

Importations alimentaires	Buja rural	Cibitoke	Kirundo	Makamba	Rumonge	Bja Mairie	Ensemble
En baisse	17.39	70.00	50.00	100.00	61.90	21.21	50.00
En hausse	4.35	0.00	5.56	0.00	38.10	0.00	7.35
stables	0.00	5.00	0.00	0.00	0.00	78.79	19.85

Non applicable	78.26	25.00	44.44	0.00	0.00	0.00	22.79
----------------	-------	-------	-------	------	------	------	-------

Alors que les projections du fonds Monétaire du mois d'octobre 2015 prédisent déjà un recul économique de 7,2%, la dépréciation monétaire du franc burundais observée ces derniers temps ne fera que diminuer davantage la capacité d'importation des produits essentiels y compris les denrées alimentaires à travers leur renchérissement. Le coût du dollar américain, principale devise d'importation, a augmenté de plus de 15% entre août et novembre 2015 (passant de 1750 Fbu à 2000 Fbu) sur le marché libre (non officiel).

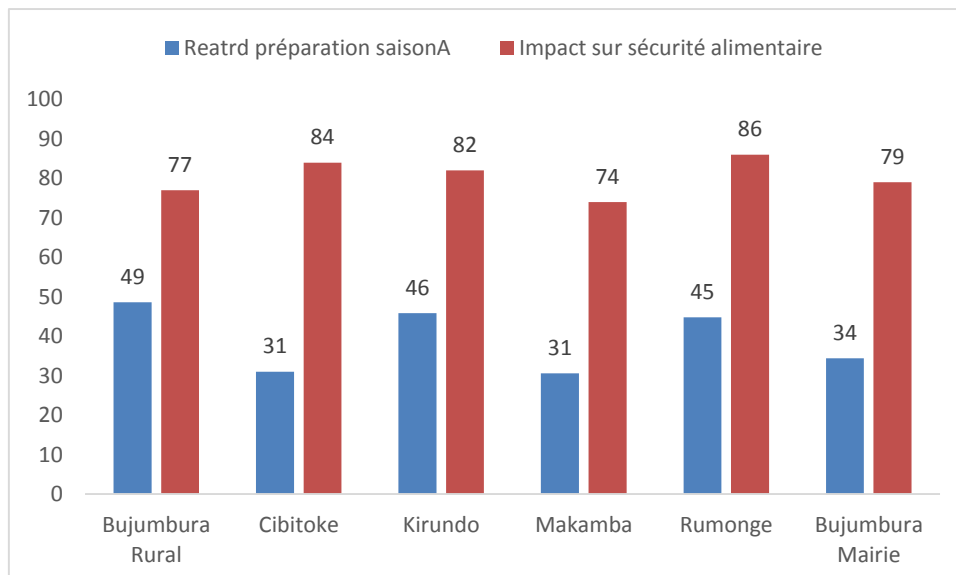
10. Agriculture

L'accès aux terres cultivables reste un facteur limitant pour la production agricole pour trois ménages sur 10 aussi bien actuellement qu'avant la crise. Dans les 5 provinces rurales sous analyse, le problème se pose particulièrement pour les provinces de Cibitoke, de Kirundo et de Rumonge où il touche successivement 46%, 36% et 32% des ménages. Cependant aucun changement consécutif à la crise n'est à signaler.

9.7% des ménages agricoles enquêtés – qui représentent exactement deux tiers de l'ensemble des ménages enquêtés – ont déclaré avoir cultivé une surface inférieure à celle cultivée il y a 6 mois, avec une réduction moyenne de 38% de la surface. Les contraintes principales sont liées à la faible disponibilité des intrants agricoles et à leur prix très élevé (22% des ménages en ont été touchés contre 19.5% en mars 2015), ainsi qu'aux faibles opportunités d'accès à un crédit pour en acheter (6.3%). L'accès limité aux terres cultivables dû à l'insécurité a affecté 9.3% des ménages enquêtés, contre 7% en juin 2015. Seulement 4% des ménages agricoles affirment ne pas avoir eu des contraintes pour la dernière production, contre 18% en mars 2015.

Par rapport à la saison culturale 2016A, il importe de signaler que 60% des ménages n'ont pas conservé de semences pour le lancement de la saison principalement par manque de nourriture. Et 15% n'ont, tout au plus, conservé la semence que pour la culture principale. Parmi les ménages qui n'ont pas conservé la semence, 8,4% révèlent qu'ils n'en conservent habituellement pas.

Graphe 30 : Estimation de l'évolution des importations alimentaires



Près de 40% des ménages ont eu du retard dans la préparation de la saison culturale A. Et 80% de ces ménages estiment que le retard de préparation de la saison culturale aura un impact sur la sécurité alimentaire de leur ménage.

Parmi les 3 principales cultures pratiquées dans la zone, les légumineuses (spécialement le haricot) viennent en tête pour 83%, le manioc pour 80%, le maïs pour 50%, la patate douce pour 34%.

11. Elevage

On constate une légère diminution de 11% (passant de 31,7% à 28,5%) des ménages qui possèdent un élevage par rapport à la période avant 6 mois. Par ailleurs 32% des ménages ont déclaré avoir été contraints de vendre des animaux à la suite d'un choc récent.

La proportion des ménages avec élevage est légèrement plus élevée chez les ménages dirigés par les femmes (30%) que chez les ménages dirigés par les hommes (28%).

Huit des dix ménages éleveurs ont évoqué des contraintes au développement de l'élevage dont les maladies (32%) et l'accès aux pâturages et intrants d'élevage (34%).

Il convient de souligner qu'il y a une proportion double de ménages en insécurité alimentaire sévère chez les ménages sans élevage que chez ceux avec élevage. Par contre il n'y a pas de différence significative au niveau de la fréquence hebdomadaire de consommation des produits d'élevage légèrement moins d'un jour (0,8jr) par semaine pour la viande et 0,5 sur 7 jours pour les œufs.

Au niveau global, les ménages avec élevage dépensent légèrement plus (5%) que les ménages sans élevage.

12. Tendances de la Malnutrition Aiguë Globale

12.1. Prévalence de la malnutrition aigüe

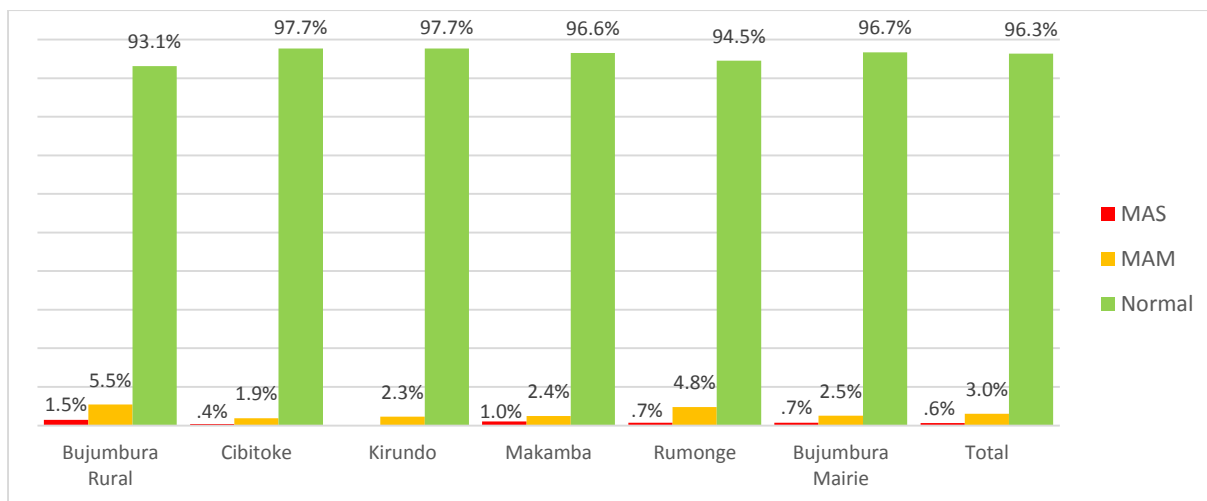
La malnutrition aigüe globale (MAG) est le résultat des mesures du périmètre brachial (PB) sur un échantillon de 1735 enfants de 6 à 59 mois d'âge au niveau des six provinces enquêtées. Les valeurs et prévalence de MAG sont à considérer indicatives vu que la taille de l'échantillon, malgré le fait qu'elle soit élevée, n'est pas statistiquement représentative.

Sur l'ensemble de l'échantillon, **3.6%** des enfants souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG). Parmi eux, **3.0%** souffrent d'une malnutrition aigüe modérée (MAM) et **0.6%** d'une malnutrition aigüe sévère (MAS). La prévalence de l'œdème, indiquant une malnutrition sévère avec complications est **0.3%**.

Les résultats de l'enquête indiquent une prévalence de la MAG plus élevée dans les provinces de Bujumbura rurale (7% des enfants) et de Rumonge (5.5%). Au niveau de ces provinces, la prévalence de la MAG est définie comme 'pauvre' selon les seuils standards WHO, tandis qu'elle est définie 'acceptable' dans les autres provinces enquêtées. Les provinces de Makamba, Bujumbura rural et Rumonge font enregistrer les plus hauts taux de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS).

Une prévalence de MAG plus élevée est observée parmi les filles (3.9%) par rapport aux garçons (3.1%). Pourtant, ces derniers enregistrent une prévalence de MAS légèrement plus élevée (0.6% contre 0.5%).

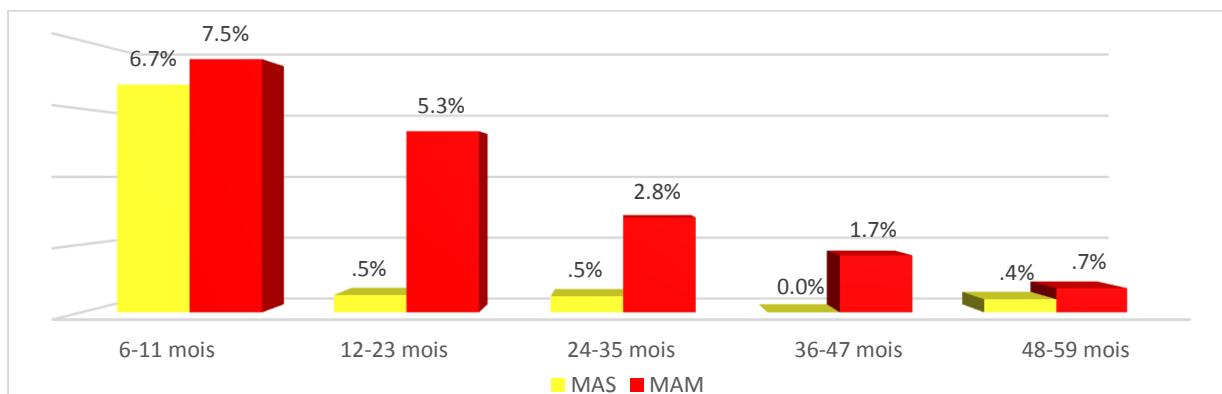
Graph 31 : Malnutrition aigüe enfants 6-59 mois (Périmètre Brachial) par région.



MAG, MAM et MAS varient considérablement en fonction des tranches d'âge considérées. Des taux de MAG qualifié comme 'préoccupante'¹⁵ (10-14%) sont enregistrés parmi les enfants de tranche d'âge de 6 à 11 mois, tandis que des taux 'pauvre' (5-9%) sont observés parmi les enfants de 12 à 23 mois (**Error! Reference source not found.**). Les prévalences des trois restantes tranches après le deuxième an d'âge de l'enfant rentrent dans la définition de 'acceptable' (<5%).

Les pics de MAG observés chez les enfants de 6 à 11 mois pourraient être expliqués par la fin de l'allaitement maternel exclusif et le début de l'introduction des aliments de compléments. Or, comme l'on déjà montre d'autres études, plus de 50% ont une alimentation de complément très peu variée et insuffisante (CFSVA, 2014). En plus, l'introduction de l'eau après 6 mois expose les enfants à des risques supplémentaires de maladies diarrhéiques.

Graphe 32 : Malnutrition aigüe sévère et globale enfants 6-59mois par classe d'âge.



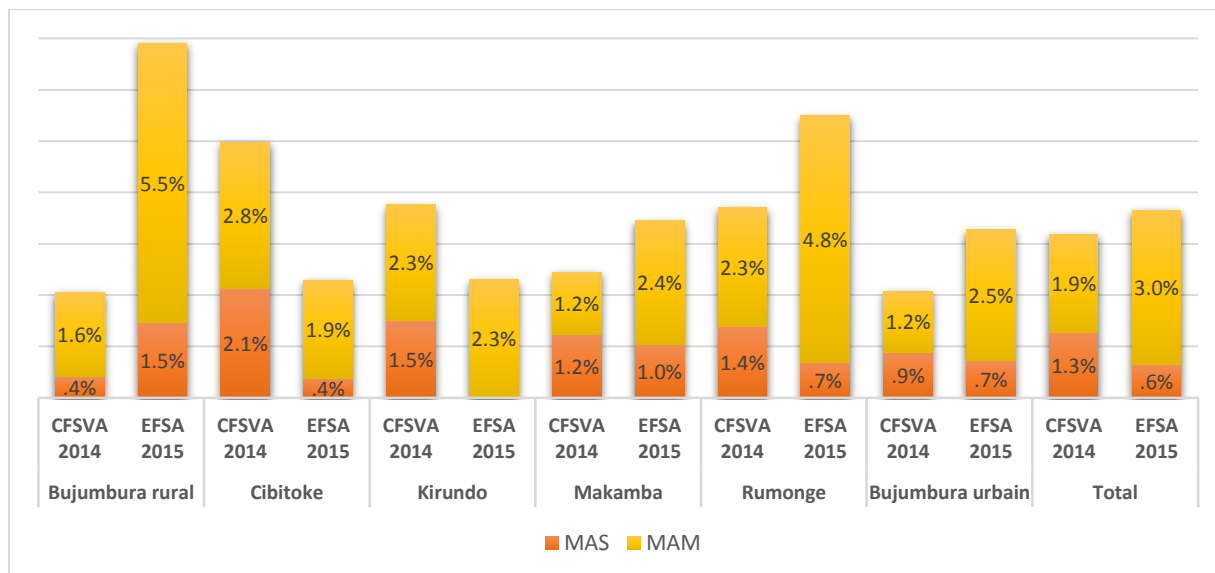
Au niveau des provinces enquêtées, on enregistre une légère augmentation de la MAG de 3.2% à 3.6% depuis février 2014 (enquête SMART/CFSVA – mesures anthropométriques basées sur le périmètre brachial). Cette tendance est principalement due à l'augmentation de la MAG dans les provinces de Bujumbura rural (+4.9%) et Rumonge (+1.8%). A Bujumbura rural l'augmentation de la MAG est liée à une détérioration de la consommation alimentaire auprès des ménages depuis juin 2015 qui pourrait en revanche être liée à l'augmentation de l'insécurité dans la province dans les derniers mois.

La MAG a baissé dans la même période à Cibitoke (-2.7%) et Kirundo (-1.5%). Il est intéressant de souligner qu'un dépistage systématique chez les enfants de 6-59 mois conduit en juillet à Kirundo avait révélé un taux de MAG de 5.95%, avec MAM 4.43% et MAS 1.49%. Sur base de ces chiffres,

¹⁵ WHO, 1995.

le PAM avait mis en place un système de distribution ciblée de nourriture aux familles vulnérables dans les quatre communes les plus touchées par la malnutrition à Kirundo couvrant plus de 100 000 personnes par mois. Cette intervention ciblée du PAM et de ses partenaires pourrait être à la base d'une diminution de la MAG (-2.1%) au cours des derniers quatre mois. Kirundo a également enregistré une augmentation de la consommation alimentaire adéquate depuis juin 2015 – probablement due aux bonnes récoltes de la saison B, qui pourrait avoir permis une diversification du régime alimentaire complémentaire des enfants de six mois ou plus.

Graphe 33 : Tendances de la MAS et MAM (PB, enquête SMART/CFSVA février 2014 – EFSA octobre 2015)



12.2. Diversité alimentaire et malnutrition

L'indice de diversité alimentaire des enfants de 6 à 23 mois est de 5,1 pour les enfants non malnutris contre 5,2 pour les enfants malnutris (5,4 pour les enfants en MAM et 4,9 en MAS). Même au niveau provincial, aucune différence significative n'est observée. Par conséquent, on ne peut pas tirer de conclusion entre la diversité alimentaire, c'est-à-dire le nombre de groupes d'aliment consommés au cours des 24 dernières heures, et la malnutrition des enfants. Les causes de la malnutrition seraient donc à rechercher plutôt du côté des quantités consommées.

12.3. Corrélation entre les indicateurs 'ménages' et malnutrition des enfants

La présente enquête montre une faible relation de causalité entre la **consommation alimentaire des ménages** et la MAG. Les ménages ayant un score de consommation inadéquat enregistrent une prévalence de 4.9% des enfants malnutris, contre 3.8% parmi les ménages ayant consommation acceptable. Egalement, 4.2% des enfants qui habitent dans un ménage en insécurité alimentaire sont malnutris contre 3.9% des enfants dans des ménages en sécurité alimentaire.

Une forte corrélation (statistiquement significative) a été repérée entre les ménages ayant subi un **choc** au cours des six derniers mois et la malnutrition des enfants : 5.5% des ménages ayant subi un choc ont au moins un enfant malnutri contre seulement 2.6% des ménages qui n'en ont pas été affectés. En particulier, 9.8% des ménages ayant affirmé que l'actuelle instabilité socio-politique affecte leur accès aux terres cultivables ont au moins un enfant malnutri contre 3.1% des ménages qui n'ont pas été touchés par la crise actuelle.

Quant au **statut de résidence du ménage**, une légère corrélation est observée entre les ménages qui abritent des déplacés et la malnutrition des enfants : 4.9% de ces ménages ont au moins un enfant malnutri contre 4.0% des autres ménages. Malheureusement, le nombre exigu de ménages déplacés et retournés n'ont pas permis d'établir le niveau de corrélation entre ces catégories de ménages et la MAG.

Par ailleurs, on ne constate aucune corrélation¹⁶ entre le type **d'approvisionnement en eau** (source d'eau protégée ou non) ou encore le **type de latrines**¹⁷ utilisées par les ménages et la malnutrition aigüe des enfants de moins de 5 ans.

Enfin, le faible nombre d'enfants malnutris¹⁸ ne permet pas d'avancer des hypothèses et de conduire des analyses sur le niveau de corrélation entre les moyens d'existence principaux et la malnutrition.

13. Eau et assainissement

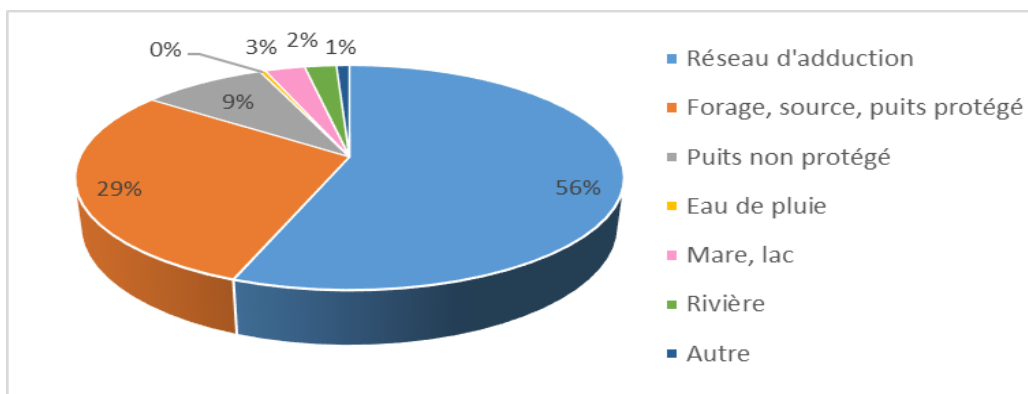
Pour 85% des ménages enquêtés, l'eau potable consommée provient de sources améliorées telles qu'un réseau d'adduction (robinet, bornes fontaines) ou que les forages, sources et puits protégés.

¹⁶ Corrélation de Pearson de -0,009 pour le type d'approvisionnement en eau et

¹⁷ Corrélation de Pearson = 0,025

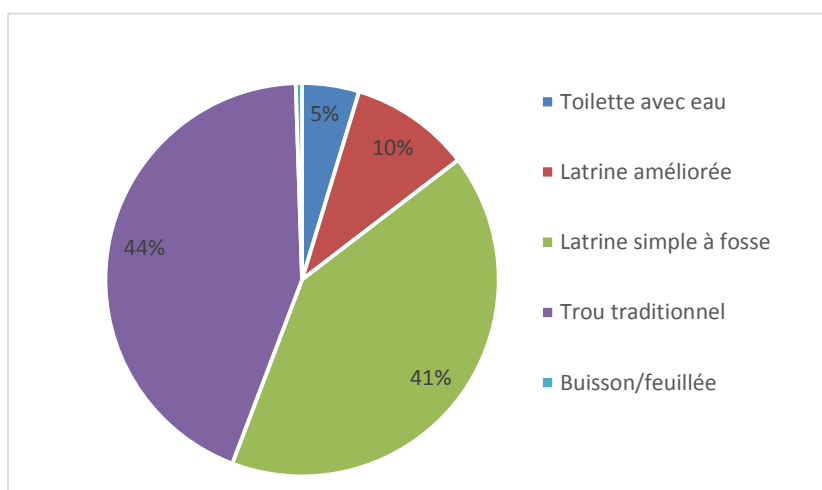
¹⁸ L'enquête a diagnostiqué 18 ménages avec des enfants en MAS et 56 ménages avec des enfants en MAM.

Graphe 34 : Sources d'approvisionnement en eau potable



Il y a eu peu de changement au cours des 6 derniers mois. C'est dans la province de Rumonge (communes de Muhuta, Rumonge, Buyengero) que certains ménages consomment l'eau de mare ou de pluie. Cette enquête ne permet pas de constater l'impact du type de source d'eau sur la sécurité alimentaire des ménages ou malnutrition des enfants (78% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont accès à une source d'eau protégée contre 85% pour les ménages en sécurité alimentaire).

Graphe 35 : Type de latrine utilisées par les ménages



80% des ménages utilisent soit une latrine simple à fosse soit un trou traditionnel. Seulement 10% ont accès à une latrine améliorée et 1% à une toilette avec eau. 5% de la population va à la feuillée (ménages de Nyanza-lac, Mukike et Isale). Aucun impact du type de latrine utilisé sur la sécurité alimentaire des ménages ou la malnutrition des enfants n'a été observée dans le cadre de cette étude.

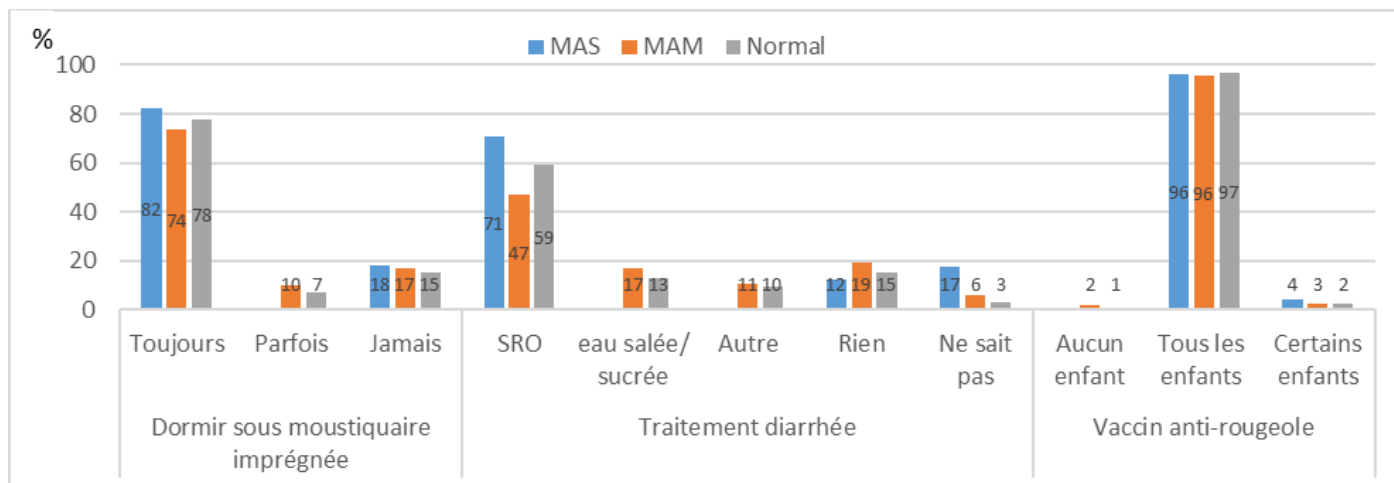
14. Santé

Trente pourcent des ménages enquêtés ont connu au moins un cas de malaria au cours des 6 derniers mois et ce principalement dans les communes de Kirundo, Makamba, Rugombo (Cibitoke), Buyengero et Muhuta (Rumonge). Environ 30% des enfants en MAS et 40% des enfants en MAM ont été touchés.

Les autres maladies hydriques sont la diarrhée et les parasites intestinaux. Très peu de cas d'infection respiratoire aigüe ont été déclarées au cours des 6 derniers mois.

Prophylaxie et malnutrition des enfants

Graphe 36: Prophylaxie ou de traitement et malnutrition des enfants de moins de 5 ans



Chez 50% des ménages avec des enfants de 6 à 59 mois, il y a eu des cas de diarrhée. De l'ORS a été administré à l'enfant dans 60% des cas, de l'eau salée ou sucrée dans 15% des cas et rien pour les 15% restant. Il n'y a pas de différence significative entre les enfants malnutris ou non.

96% des enfants de 9 à 59 mois ont reçu le **vaccin anti-rougeole**. Ceux qui ne l'ont pas reçu, c'est principalement par oubli (60%), parce que l'enfant (11%) ou parce que la maman (10%) est malade. Il n'y a pas de différence entre les enfants malnutris ou non.

Pour 77% des ménages, les enfants ont toujours dormi sous moustiquaire imprégnée au cours des 6 derniers mois. A Makamba, 10% des ménages affirment que les enfants dorment parfois sous une moustiquaire. Ceci est principalement lié au déplacement des ménages. Chez environ 15% des ménages les enfants n'ont jamais dormi sous moustiquaire principalement parce qu'ils n'ont pas de moustiquaire.

Chez 80% des ménages ayant connu un cas de malaria, les enfants pourtant dorment sous une moustiquaire. Seulement 12% des ménages touchés par la malaria au cours des 6 derniers mois ne font pas dormir leurs enfants sous une moustiquaire.

VI. CONCLUSIONS

Jusqu'à présent, les effets de la crise semblent avoir été partiellement amorcés par le potentiel de la production agricole dans les six provinces enquêtées, parmi les plus productives du pays, ainsi que par les interventions humanitaires à partir des premiers moments de la crise. Cependant, la dégradation continue observée sur les moyens d'existence, sur les ressources humaines, sur l'activité économique et sur les échanges entre la capitale et les zones rurales, pourrait rapidement conduire à une détérioration notamment pour l'ensemble des ménages déjà en insécurité alimentaire.

Ci-dessous les principaux résultats de l'enquête EFSA :

- Presque un ménage sur cinq dans les six provinces enquêtées est en insécurité alimentaire, dont 18.5% en insécurité alimentaire modérée et 1% en insécurité alimentaire sévère. Cela équivaut à environ 645 000 personnes en insécurité alimentaire.
- En moyenne 22.2% des ménages des ménages en milieu rural sont en insécurité alimentaire contre 8.5% à Bujumbura mairie. Les taux les plus élevés sont observés dans la province de Rumonge (25.8%), Cibitoke (24.4%) et Bujumbura rural (22.3%). Rumonge enregistre également le taux le plus élevé d'insécurité alimentaire sévère 3.4%.
- Par rapport à février 2014, on observe une légère augmentation de l'insécurité alimentaire (+5%), dont +6% en milieu rural et +1% en milieu urbain. L'accroissement le plus important est enregistré dans les provinces de Makamba (+13%), Bujumbura rural (+11%) et Rumonge (+10%).
- L'analyse des tendances de l'insécurité alimentaire désagrégée au niveau des zones agro-écologiques/Zones de moyens d'existence montre que les zones agricoles autour de la capitale (*Hautes Plateaux sud* et *Crête Congo Nil Bujumbura*) enregistrent une augmentation importante de la proportion de ménages en insécurité alimentaire (respectivement +26% et +10%). Cette tendance se justifie principalement par une forte contraction des échanges de produits agricoles et de main d'œuvre avec la capitale. L'augmentation la plus importante de l'insécurité alimentaire (+ 37 %) est toutefois observée dans la zone *Hautes altitudes nord* dans la partie orientale de Cibitoke principalement couverte par la forêt de la Kibira, où les moyens de subsistance ont été fortement affectés par l'insécurité continuée depuis le mois avril. Enfin, la *Pleine de l'Imbo Sud*, qui couvre la bande côtière au sud de Bujumbura a vu une augmentation considérable de l'insécurité alimentaire (+ 14 %) principalement due aux restrictions des mouvements des pêcheurs en raison de l'insécurité et aux volumes réduits des produits commercialisés (notamment le poisson et l'huile de palme) avec la ville de Bujumbura. Plus important encore, cette zone enregistre le niveau le plus élevé de personnes déplacées internes (3,1 %) et des retournés (14,4 %) au sein de l'échantillon.
- La prévalence de malnutrition aigüe globale (MAG) parmi les enfants de 6 à 59 mois a légèrement augmenté depuis février 2014, en passant de 3.2% à 3.6% ; cela s'accompagne pourtant à une légère diminution de la prévalence de la malnutrition aigüe sévère (-0.7%). L'augmentation de la prévalence de MAG est plus marquée à Bujumbura rural (+5% des enfants) et Rumonge (+1.8%).
- Ces tendances sont le résultat de la combinaison d'une série de facteurs négatifs liés à la saisonnalité et aux effets de l'actuelle instabilité socio-politique, partiellement amorcés par d'autres facteurs positifs :

Facteurs négatifs

- *Saisonnalité* : l'analyse EFSA a été conduite en pleine période de soudure tandis que l'enquête CFSVA de référence avait été conduite pendant la récolte de la saison 2014A.
- Augmentation substantielle de l'adoption de *stratégies de survie alimentaires* depuis février 2014 (l'Indice de Stratégies de Survie réduit est passé de 11.8 à 16.4).

- *Déplacement* : 1% des ménages enquêtés sont déplacés à l'intérieur du pays ; 2.5% sont des retournés ; 6% sont des résidents qui accueillent des déplacés. Ces catégories de ménages ont une probabilité légèrement plus élevée d'être en insécurité alimentaire sévère (2.1% contre 0.9%). Des enquêtes DTM conduites par OIM et la Croix Rouge du Burundi à Makamba et Kirundo révèlent que presque 15,000 personnes sont déplacées en interne ; de plus, selon l'UNHCR (Novembre 2015) environ 216,000 réfugiés ont quitté le Burundi vers les pays voisins depuis avril.
- *Chocs* : Presque deux tiers des ménages ont subi au moins un choc dans les 6 mois précédant l'enquête. En milieu rural 67% de la population en a été touchée contre 52% dans la capitale. Par rapport à février 2014 l'on observe une augmentation substantielle de ménages ayant été exposé à des épisodes de violence ou insécurité (5.6% contre 1,8% en 2014), notamment à Bujumbura mairie (22% contre seulement 2.5% en milieu rural). Les ménages ayant subi au moins un choc au cours des trois mois précédant l'enquête sont plus exposés à l'insécurité alimentaire (23.5% d'eux en sont touchés) par rapport aux autres ménages (15.3%).
- *Impact de la crise sur les sources de revenu* : Dans la capitale l'impact le plus important de l'instabilité est la diminution des opportunités d'emploi (46.5% des ménages en ont souffert directement ou indirectement); en milieu rural, les chocs sont moins fréquents et graves ; avec la réduction des opportunités d'emploi (8% des ménages), l'un des impacts les plus importants sont les difficultés des ménages à avoir un accès à la terre (environ 9.5% des agriculteurs en ont souffert).
- *Réduction de toute activité économique* non liée à l'agriculture directe, notamment commerce, travail salarié, main d'œuvre non qualifié (notamment agricole) suite à l'instabilité socio-politique, dans la capitale et dans les provinces rurales. La réduction importante de travail salarié à Bujumbura mairie et dans les provinces limitrophes (notamment Bujumbura rural et Rumonge) pourrait avoir eu un impact sur les volumes de transferts d'argent au profit des ménages ruraux, qui ont enregistré l'augmentation la plus importante des taux d'insécurité alimentaire.
- *Réduction de l'accès à la terre* : 9.7% des ménages agricoles – qui représentent exactement deux tiers des ménages enquêtés - ont déclaré avoir cultivé une surface inférieure à celle cultivée il y a 6 mois, avec une réduction moyenne de 38% de la surface. Les contraintes principales sont liées à la faible disponibilité des intrants agricoles et à leur prix très élevé (22% des ménages en ont été touchés contre 19.5% en mars 2015), ainsi qu'aux faibles opportunités d'accès à un crédit pour en acheter (6.3%). L'accès limité aux terres cultivable dû à l'insécurité a affecté 9.3% des ménages enquêtés, contre 7% en juin 2015. Seulement 4% des ménages agricoles affirment ne pas avoir eu des contraintes pour la dernière production, contre 18% en mars 2015.

Facteurs positifs

- *Bonne récolte 2015B* qui a permis de garder des stocks jusqu'à la période de soudure dans la plupart des familles enquêtées, y inclus un tiers des agriculteurs ; les provinces enquêtées représentent le principal bassin d'approvisionnement de produits alimentaires pour Bujumbura mairie et sont parmi les plus performantes en termes de production agricole dans le pays (référence données des rapports ENAB).
- *Stabilité relative des prix* des principales denrées alimentaires dans les principaux marchés au cours des derniers trois mois, à Bujumbura mairie et dans les provinces rurales. Cependant dans les semaines suivant la collecte des données, les prix ont commencé à augmenter dans la capitale et dans les provinces rurales. Les relevés hebdomadaires des prix de novembre 2015 par le système d'information sur les prix du MINAGRIE font déjà état d'une forte augmentation des prix des denrées de base (surtout farine de maïs, haricot et farine de manioc) avec plus de 15% par rapport à octobre et plus de 30% par rapport à

septembre 2015. Par ailleurs la dépréciation du franc burundais s'accélère à partir de fin de novembre 2015¹⁹.

- *Augmentation de la proportion de ménages ayant consommation alimentaire acceptable* (de 66% en 2014 à 79%), sauf à Bujumbura rurale (-7%).
- *Haute niveau d'utilisation des stratégies d'adaptation non alimentaires sévères* (+23% par rapport à 2014) favorisant l'accès économique aux ressources alimentaires dans le court terme.
- *Intervention humanitaires multisectorielles* (assistance alimentaires et non-alimentaire), ciblant les plus démunies pendant la période sous analyse, y inclus 102 800 bénéficiaires de distribution générale de vivres à Kirundo et Makamba entre juillet et septembre.
- *Avantage des résidents* (notamment à Makamba) qui pourraient avoir profité de vente sur pied et des récoltes abandonnées dans les champs juste avant le pic de déplacement ; L'augmentation des stocks alimentaires des résidents et la stabilité des prix dans les marchés due à une bonne disponibilité interne auraient favorisé l'accès physique et économique aux ressources alimentaires.
- *Nombre limité de déplacés & retournés enquêtés* ayant des taux d'insécurité alimentaire plus élevées, ce qui pourrait être un facteur de biais pour l'analyse en cours.

Prévisions du scénario de court-moyen terme

Les facteurs suivants risquent d'influencer négativement la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population urbaine et rurale :

- **Risque persistant de l'actuelle instabilité socio-politique** qui pourrait limiter ultérieurement l'accès aux terres cultivables et aux autres moyens d'existence, ayant ainsi un impact sur la disponibilité et sur l'accès aux ressources alimentaires des plus vulnérables. Les épisodes de violences à Bujumbura dans les semaines suivant l'enquête pourraient avoir eu déjà un impact ultérieur sur les activités économiques dans la ville et dans les provinces rurales liées à la demande de la capitale, notamment à Bujumbura rurale.
- **Possible augmentation de l'insécurité alimentaire et de la MAG** due à l'haute adoption de mécanismes de survie affectant les moyens d'existence ayant une retombée sur la soutenabilité des moyens d'existence à court et moyen terme.
- **Risque de faibles performances de la Saison agricole 2016A** suite à :
 - Réduction actuelle des emblavures suite au déplacement massif des agriculteurs ;
 - Vente de biens productifs au cours des derniers mois, y inclus parcelles, outils et équipements agricoles et déstockage des animaux ;
 - Haut prix et accès limité aux intrants agricoles ;
 - Réduction de la disponibilité de semences due à la consommation alimentaire ;
 - Risque d'instabilité persistante ayant un impact sur l'accès aux terres cultivables ;
 - Réduction de la main d'œuvre agricole due au déplacement et/ou à la réduction de la mobilité suite à l'insécurité ;
 - Effet des phénomènes El Niño et La Niña qui serait associé au retard des pluies dans la saison courante et au risque de inondations et glissements de terrains dans les mois futurs.
- **Risque d'augmentation des prix** des aliments dans les marchés, notamment à Bujumbura mairie, à cause des faibles productions internes

¹⁹ La valeur du franc burundais face au dollars américain a diminué de 10% entre octobre et novembre 2015 sur le marché libéral (bureaux de change).

- **Le potentiel retour des déplacés** pourrait constituer une contrainte additionnelle aux ressources alimentaires disponibles.

VII. RECOMMANDATIONS

9. Introduce or strengthen nutritional prevention programs in the six provinces especially where an increase in the prevalence of GAM was observed such as Bujumbura-rural, Makamba, Rumonge and Bujumbura-mairie.
 10. Introduce multisectoral (water, sanitation, agriculture, health, etc.) targeted interventions aimed at strengthening the resilience of vulnerable households, including:
 - *Emergency food assistance* to 33,000 severely food insecure people, targeting in particular:
 - i) IDPs, households hosting IDPs; (ii) household having lost their sources of income; (iii) female returnees or widows-headed households; (iv) households with disabled or members suffering from a chronic disease; v) small-sized households, notably those comprising two members maximum.
 - *Food assistance during lean season (December – January and April-June)* supporting around 200,000 most vulnerable among moderately food insecure targeting in particular:
 - o Rural households who sold their productive assets since August 2015, just before the Saison 2016A (land, reproductive animals, agricultural inputs)²⁰;
 - o Households having lost all sources of income– this shall target in particular seasonal labour having been denied income opportunities due to the ongoing crisis especially in Bujumbura town and rural provinces around Bujumbura;
 - o Female-headed households and household size 1 to 5 members are additional targeting criteria for prioritization in case of limited funds availability.
 - o Most vulnerable in Bujumbura town, including IDPs; returnees; widowers; female-headed households; unemployed; households with disabled/chronically ill members not depending on wage labour. These could be supported through cash-based interventions having the double function of providing an adequate safety net to vulnerable while stimulating supply chains.

The above targeting criteria and rationale may be reviewed following the results from the ongoing FSMS which covers the 12 provinces not included in the Emergency Food Security Assessment.

 - *Non-food assistance to increase resilience* of the 611 000 people in moderate food insecurity. The interventions may include, among others, Food-for-assets, distribution of agricultural kits, immediate distribution of short cycle seeds for season 2016A. A special focus in terms of targeting must be given to agricultural households having sold their productive assets - particularly in the provinces of Bujumbura-rural, Rumonge and Makamba, Kirundo - as well as for the displaced and returned.
11. Preposition for scaling up food aid interventions in case of an early onset of the Lean season (preseason 2016B) and of concurrent progressive increase in returns of Burundian refugees.
12. Continue to monitor trends of displacement and returns in consultation with the relevant agencies in neighboring countries; in the event of return of displaced persons to their homesteads, ensure immediate response in terms of the necessary food and non-food assistance.
13. Continue monitoring the evolution of agricultural productions from the Season 2016A.

²⁰ 20% of households in moderately food insecurity sold productive assets; 18% sold reproductive animals; 50% reduced their expenditures on agricultural inputs; 17% sold plots or houses

14. Continue the frequent and systematic monitoring of availability and prices of main commodities in the markets of Bujumbura and in the rural provinces, particularly in the period December 2015 - April 2016.
15. Integrate results from the EFSA at the national level with the findings from the ongoing Food Security and Monitoring System (FSMS) in the other 12 rural provinces of Burundi.
16. In 2016, continue the periodic monitoring of food insecurity and malnutrition trends through the FSMSs in the six provinces covered by the EFSA as well as in the other provinces. In particular:
 - Consider anticipating the next national FSMS to March 2016 in case of evidence of an early onset of the lean season;
 - Include Bujumbura-mairie as one of the strata in order to assess trends in food insecurity and to capture the evolution of economic activities;
 - Consider including health, nutritional prevention, water and sanitation modules in the questionnaires after consultation among all relevant stakeholders.

VIII. Annexe 1 : Liste des collines échantillonnées

Echantillon des ZD sélectionnées					
Code stratum	Nom des provinces	Milieu de résidence	Nom de la Commune	Code Commune	Nom de la Colline
2	Bujumbura Rural	Urbain	ISALE	02	Rushubi
2	Bujumbura Rural	Urbain	ISALE	02	Rushubi
2	Bujumbura Rural	Urbain	KANYOSHA	04	Sororezo
2	Bujumbura Rural	Urbain	MUGONGOMANGA	06	Centre urbain
2	Bujumbura Rural	Urbain	MUTIMBUZI	10	Kinyinya II Ruk
2	Bujumbura Rural	Urbain	MUTIMBUZI	10	Muyange II Gatumba
2	Bujumbura Rural	Rural	BUGARAMA	01	Nyabungere
2	Bujumbura Rural	Rural	ISALE	02	Kibuye
2	Bujumbura Rural	Rural	ISALE	02	Rutegama
2	Bujumbura Rural	Rural	KABEZI	03	Mena
2	Bujumbura Rural	Rural	KANYOSHA	04	Buhina
2	Bujumbura Rural	Rural	KANYOSHA	04	Mboza
2	Bujumbura Rural	Rural	KANYOSHA	04	Ruyaga
2	Bujumbura Rural	Rural	MUBIMBI	05	Muhororo
2	Bujumbura Rural	Rural	MUGONGOMANGA	06	Nyarushanga
2	Bujumbura Rural	Rural	MUHUTA	07	Kibingo
2	Bujumbura Rural	Rural	MUKIKE	08	Kanyunya
2	Bujumbura Rural	Rural	MUTAMBU	09	Burima II
2	Bujumbura Rural	Rural	MUTIMBUZI	10	Gahahe
2	Bujumbura Rural	Rural	MUTIMBUZI	10	Maramvya IT15
2	Bujumbura Rural	Rural	NYABIRABA	11	Gasarara
2	Bujumbura Rural	Rural	NYABIRABA	11	Nyabibondo
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Cibitoke
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Cibitoke
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Mparambo II
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Mparambo II
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Mparambo II
6	Cibitoke	Urbain	RUGOMBO	06	Samwe
6	Cibitoke	Rural	BUGANDA	01	Cunyu
6	Cibitoke	Rural	BUGANDA	01	Kaburantwa
6	Cibitoke	Rural	BUGANDA	01	Nyamitanga
6	Cibitoke	Rural	BUKINANYANA	02	Burimbi I
6	Cibitoke	Rural	BUKINANYANA	02	Myave
6	Cibitoke	Rural	BUKINANYANA	02	Sehe
6	Cibitoke	Rural	MABAYI	03	Gitukura
6	Cibitoke	Rural	MABAYI	03	Nyagaseke
6	Cibitoke	Rural	MUGINA	04	Gitebe
6	Cibitoke	Rural	MUGINA	04	Ngoma
6	Cibitoke	Rural	MUGINA	04	Rugajo
6	Cibitoke	Rural	MURWI	05	Buhayira
6	Cibitoke	Rural	MURWI	05	Kivunvu
6	Cibitoke	Rural	MURWI	05	Murwi

6	Cibitoke	Rural	RUGOMBO	06	Kagazi
6	Cibitoke	Rural	RUGOMBO	06	Munyika II
4	Kirundo	Urbain	BWAMBARANGWE	03	Mukenke I Urbain
4	Kirundo	Urbain	BWAMBARANGWE	03	Mukenke I Urbain
4	Kirundo	Urbain	KIRUNDO	05	Nyange Bushaza
4	Kirundo	Urbain	KIRUNDO	05	Runanira Iet II
4	Kirundo	Urbain	KIRUNDO	05	Runanira III
4	Kirundo	Urbain	KIRUNDO	05	Rupfunda
4	Kirundo	Rural	BUGABIRA	01	Kigoma
4	Kirundo	Rural	BUGABIRA	01	Nyamabuye
4	Kirundo	Rural	BUSONI	02	Buringa
4	Kirundo	Rural	BUSONI	02	Kibonde
4	Kirundo	Rural	BUSONI	02	Murambi
4	Kirundo	Rural	BUSONI	02	Rutabo
4	Kirundo	Rural	BWAMBARANGWE	03	Karambo
4	Kirundo	Rural	GITOBÉ	04	Baziro
4	Kirundo	Rural	GITOBÉ	04	Ngoma
4	Kirundo	Rural	KIRUNDO	05	Gakana
4	Kirundo	Rural	KIRUNDO	05	Mutara
4	Kirundo	Rural	NTEGA	06	gasave
4	Kirundo	Rural	NTEGA	06	Mariza
4	Kirundo	Rural	NTEGA	06	Rukore
4	Kirundo	Rural	VUMBI	07	Gikomero
4	Kirundo	Rural	VUMBI	07	Nyamirembe
3	Makamba	Urbain	KAYOGORO	01	Butare
3	Makamba	Urbain	KAYOGORO	01	Butare
3	Makamba	Urbain	MABANDA	03	Mabanda Rural et Urbain
3	Makamba	Urbain	MAKAMBA	04	Makamba I
3	Makamba	Urbain	MAKAMBA	04	makamba II
3	Makamba	Urbain	MAKAMBA	04	makamba II
3	Makamba	Rural	KAYOGORO	01	gatabo
3	Makamba	Rural	KAYOGORO	01	Mudaturwa
3	Makamba	Rural	KAYOGORO	01	Rutenderi
3	Makamba	Rural	KIBAGO	02	Kiyange
3	Makamba	Rural	KIBAGO	02	Nyarubanga
3	Makamba	Rural	MABANDA	03	Mara
3	Makamba	Rural	MAKAMBA	04	Gasaka
3	Makamba	Rural	MAKAMBA	04	Makamba I
3	Makamba	Rural	MAKAMBA	04	Muvumu
3	Makamba	Rural	NYANZA LAC	05	Biniganyi
3	Makamba	Rural	NYANZA LAC	05	Kabondo
3	Makamba	Rural	NYANZA LAC	05	Mugerama
3	Makamba	Rural	NYANZA LAC	05	Muyange
3	Makamba	Rural	NYANZA LAC	05	Rimbo
3	Makamba	Rural	VUGIZO	06	Kiyazi
3	Makamba	Rural	VUGIZO	06	Rurambira
15	Rumonge	Rural	Bugarama	1	Gahuni
15	Rumonge	Urbain	Bugarama	1	Magara
15	Rumonge	Rural	Bugarama	1	Cashi
15	Rumonge	Rural	Burambi	2	Rwaniro
15	Rumonge	Rural	Burambi	2	Murara

15	Rumonge	Rural	Burambi	2	Rumonyi
15	Rumonge	Rural	Burambi	2	Gishiha
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Mudende
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Sebeyi
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Nkizi
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Kanyinya
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Nyacambuko
15	Rumonge	Rural	Buyengero	3	Rubirizi
15	Rumonge	Urbain	Muhuta	4	Muhuta
15	Rumonge	Rural	Muhuta	4	Gitunga
15	Rumonge	Rural	Muhuta	4	Gihondo
15	Rumonge	Urbain	Muhuta	4	Gitaza
15	Rumonge	Rural	Rumonge	5	Mwange
15	Rumonge	Urbain	Rumonge	5	Mugomere
15	Rumonge	Rural	Rumonge	5	Mibanda
15	Rumonge	Rural	Rumonge	5	Kashasha
15	Rumonge	Rural	Rumonge	5	Muturirwa
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUTERERE	01	Buterere I
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUTERERE	01	Kabusa
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUYENZI	02	Q I
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUYENZI	02	Q II
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUYENZI	02	Q III
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUYENZI	02	Q VI
1	Bujumbura mairie	Urbain	BUYENZI	02	Q VII
1	Bujumbura mairie	Urbain	BWIZA	03	Q II
1	Bujumbura mairie	Urbain	BWIZA	03	Q V
1	Bujumbura mairie	Urbain	CIBITOKE	04	Q I
1	Bujumbura mairie	Urbain	CIBITOKE	04	Q II
1	Bujumbura mairie	Urbain	CIBITOKE	04	Q VI
1	Bujumbura mairie	Urbain	GIHOSHA	05	Gihosha
1	Bujumbura mairie	Urbain	GIHOSHA	05	Muyaga
1	Bujumbura mairie	Urbain	GIHOSHA	05	Nyabagere
1	Bujumbura mairie	Urbain	KAMENGE	06	Gituro
1	Bujumbura mairie	Urbain	KAMENGE	06	Mirango I
1	Bujumbura mairie	Urbain	KAMENGE	06	Mirango II
1	Bujumbura mairie	Urbain	KAMENGE	06	Twinyoni
1	Bujumbura mairie	Urbain	KANYOSHA	07	Gisyo Nyabaranda
1	Bujumbura mairie	Urbain	KANYOSHA	07	Musama
1	Bujumbura mairie	Urbain	KANYOSHA	07	Musama
1	Bujumbura mairie	Urbain	KANYOSHA	07	Nkenga Busoro
1	Bujumbura mairie	Urbain	KINAMA	08	Bubanza
1	Bujumbura mairie	Urbain	KINAMA	08	Bukirasazi I
1	Bujumbura mairie	Urbain	KINAMA	08	Gitega
1	Bujumbura mairie	Urbain	KINAMA	08	Muyinga
1	Bujumbura mairie	Urbain	KININDO	09	Kibenga
1	Bujumbura mairie	Urbain	MUSAGA	10	Gasekebuye
1	Bujumbura mairie	Urbain	MUSAGA	10	Gitaramuka
1	Bujumbura mairie	Urbain	MUSAGA	10	Kinanira II
1	Bujumbura mairie	Urbain	MUSAGA	10	Kinanira II
1	Bujumbura mairie	Urbain	NYAKABIGA	12	Nyakabiga I
1	Bujumbura mairie	Urbain	NYAKABIGA	12	Nyakabiga II
1	Bujumbura mairie	Urbain	NYAKABIGA	12	Nyakabiga III

IX. Annexe 2. Carte de répartition des incidents depuis le début de la crise avril 2015

Figure 1. Récapitulatif de quelques cas d'incidents depuis avril 2015 (source: <https://2015burundi.crowdmap.com/printmap>)

